

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS PAYS DE MARTIGUES

Date de Publication : 09/02/2022

N° : 2022/249

Les Délibérations
Conseil du 9 Décembre 2021

METROPOLE AIX-MARSEILLE-
PROVENCE

Conseil de Territoire du Pays de
Martigues

SEANCE DU 9 DECEMBRE 2021

L'an deux mille vingt et un, le 9 du mois de **Décembre** à 17 Heures 30 le Conseil de Territoire, légalement convoqué, s'est réuni au lieu habituel de ses séances.

Etaient présents :

M. Laurent **BELSOLA**, Mme Linda **BOUCHICHA**, M. Gaby **CHARROUX**,
M. Vincent **GOYET**, Mme Nathalie **LEFEBVRE**

Excusés avec pouvoir

M. Gérard FRAU -- Pouvoir donné à **M. Gaby CHARROUX**

M. Florian **SALAZAR-MARTIN** - Pouvoir donné à Mme Linda **BOUCHICHA**

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales
M. Vincent **GOYET** a été désigné **secrétaire de séance**.

1. N°2021-033-Délégation de compétences du Conseil de Territoire du Pays de Martigues au Président

Rapporteur : M. Laurent BELSOLA

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Pour la mise en œuvre des délégations consenties par le Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire, le Conseil de Territoire est autorisé à subdéléguer à son président une partie des attributions qui lui ont été déléguées, à l'exception :

- du vote de l'état spécial de territoire ;
- de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances.

Le Conseil de Territoire peut également autoriser son président à subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le Conseil de Territoire aux vice-présidents. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Lors de chaque réunion du Conseil de Territoire, le président rend compte des attributions exercées par subdélégation du Conseil de Territoire.

En application de ce qui précède, il est proposé d'organiser la délégation de compétence au Président du Conseil de Territoire. Il convient de préciser que toute question n'ayant pas fait expressément l'objet d'une délégation au Président du territoire relèveront de la compétence du Conseil de Territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 Aout 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,
- La délibération n° HN 009-8081/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 Juillet 2020 portant délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;

- La délibération n° FBPA 058-9160/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Le Président reçoit, à compter du 1^{er} Janvier 2022 et jusqu'au 31 décembre 2022, délégation du Conseil de Territoire pour :

- Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement marchés de travaux, fournitures et services, leurs avenants ainsi que les accords- cadres et marchés subséquents, qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, dans les cas et conditions suivantes :
 - Pour les marchés de fournitures et de services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur ;
 - Pour les marchés de travaux, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur.
 - Ainsi que l'approbation de l'ensemble des actes connexes liés.
- Effectuer des virements d'article à article à l'intérieur du même chapitre, de l'Etat spécial de territoire, à l'exclusion des articles dont les crédits sont spécialisés, si le vote de l'Etat Spécial de Territoire est réalisé au niveau du chapitre seulement.
- Demande de subventions auprès de partenaires,
- Dépôt des dossiers d'autorisation d'urbanisme concernant le territoire,
- Dépôt de demandes d'autorisation ou de déclaration au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement situé sur le territoire,
- Autorisation d'occupation du domaine public ou privé des biens immobiliers situés sur le territoire,
- Approbation des baux pour des biens situés sur le territoire,
- Approbation et autorisation à signer les conventions et les contrats,
- Notifier les demandes de subventions attribuées par le Conseil de Territoire lorsqu'elles relèvent des compétences

déléguées et imputées sur l'Etat Spécial de Territoire,

Il est précisé que toute question n'ayant pas fait expressément l'objet d'une délégation au Président relèvera de la compétence du Conseil de Territoire.

En cas d'absence ou d'empêchement du Président, il convient d'autoriser un vice-Président, dans l'ordre du tableau, à remplacer le Président dans l'exercice des fonctions qui lui ont été déléguées par le Conseil de Territoire à signer les décisions.

Enfin, et conformément à la délibération du Conseil de la Métropole, le Président est autorisé à subdéléguer aux vice-présidents par arrêté les attributions qui lui ont été confiées.

Lors de chaque réunion du Conseil de Territoire, le Président rendra compte des attributions exercées par subdélégation du Conseil de Territoire.

Article 2 :

La présente délibération est effective sous réserve de l'adoption de la délibération du Conseil de la Métropole en date du 16 Décembre 2021 portant sur la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire, ou son représentant dûment habilité, est autorisé à signer la présente délibération.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

2. N°2021-034-Budget principal – Adoption de l'Etat Spécial de Territoire du Pays de Martigues Budget Primitif 2022

Rapporteur : M. Gaby CHARROUX

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le projet de Budget Primitif 2022 de la Métropole Aix-Marseille-Provence (Budget Principal) est établi selon l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable au 1^{er} janvier 2016.

En application des dispositions de l'article L.5218-8-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'état spécial de chaque territoire (adopté en équilibre réel par le conseil de territoire concerné) est soumis au vote du conseil de métropole en même temps que le projet de budget de la métropole.

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues doit adopter son état spécial dans les conditions précisées dans l'article L.1612-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, il

est proposé que le Conseil de Territoire, approuve l'état spécial de territoire, comme suit :

Territoire	Fonctionnement	Investissement	Total
Pays de Martigues	Dép : 5 276 000 €	Dép : 5 475 000 €	10 751 000 €
	Rec : 5 276 000 €	Rec : 5 475 000 €	10 751 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après:

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 Aout 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- Le décret n°2015-1520 du 23 Novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues regroupant les communes de Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les-Remparts arrêté aux chiffres suivants :

Territoire	Fonctionnement	Investissement	Total
Pays de Martigues	Dép : 5 276 000 €	Dép : 5 475 000 €	10 751 000 €
	Rec : 5 276 000 €	Rec : 5 475 000 €	10 751 000 €

Article 2 :

Cette délibération entrera en vigueur dès qu'elle aura acquis son caractère exécutoire.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tout document et acte concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N°2021-035-Attribution d'une aide financière à la société Sensito Films pour la production d'un long métrage de fiction

Rapporteur : Mme Nathalie LEFEBVRE

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a identifié la filière des Industries créatives, dont le cinéma et l'audiovisuel, comme une filière stratégique dans le cadre de son Agenda du Développement Économique approuvé par la délibération n°ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017.

Depuis plusieurs années, le Pays de Martigues s'est engagé dans le développement de la filière cinéma, audiovisuel, animation et web création. Il est doté de nombreux atouts qui participent à la construction de la filière et complètent l'offre proposée sur l'ensemble du territoire métropolitain : un des plus grands complexes de production de France de 22 ha pouvant accueillir tous types de tournage (Provence Studios installé à Martigues), un studio de production virtuelle (The Next Stage), un plateau de tournage en décors naturels (Camping Paradis), un pôle multimédias d'information - télévision locale, web et radio (Maritima Médias).

Il est également pourvu d'un tissu actif de TPE/PME spécialisées, notamment dans les métiers de l'image et du son, dans la location de matériel (stations de montage, décors, mobiliers, accessoires) et de prestations de services (production, post-production, postsynchronisation, motion capture, communication, sécurité, VFX - effets spéciaux, transport, prises de vue aériennes).

La diversité des paysages, entre nature et industrie, terre et eau, sites historiques et architecture contemporaine, l'ensoleillement exceptionnel, la qualité des services publics, la proximité des infrastructures de transport, font du Pays de Martigues un territoire reconnu par les professionnels de la filière.

Par délibération n° ECO 003-4137/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe d'une intervention métropolitaine, complémentaire à celle de la Région, en faveur des œuvres audiovisuelles et cinématographiques, par l'attribution de soutiens financiers aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique ayant choisi le territoire métropolitain comme lieu de tournage.

L'objectif recherché par la Métropole Aix-Marseille-Provence dans la mise en place du soutien à la production audiovisuelle et cinématographique consiste notamment à :

- dynamiser le secteur économique lié au tournage sur le territoire ;
- favoriser l'embauche de la population métropolitaine ;
- valoriser l'identité du territoire métropolitain auprès des médias et de l'industrie du cinéma ;
- dynamiser le tourisme.

Il est précisé que les aides qui sont accordées par la Métropole s'inscrivent dans le cadre du règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis. L'intervention de la Métropole est conditionnée à l'intervention préalable de la Région, qui est la collectivité chef de file en la matière.

Les aides versées à des sociétés de production audiovisuelle et cinématographique constituent en effet des aides économiques au sens des dispositions de l'article L.1511-2 du CGCT.

Ainsi, chaque aide attribuée à une société de production doit donc faire l'objet d'une convention avec la société bénéficiaire définissant les conditions et modalités du versement de l'aide accordée par la Métropole et s'appuyer sur les délibérations de la Région et de la Métropole fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques.

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues - Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre et compléter l'action engagée dans ce domaine, en apportant aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique une aide financière.

Dans ce cadre, il est proposé d'attribuer, en complément de l'aide de 220 000 euros obtenue de la Région par délibération n° 21-485 du 28 octobre 2021, une aide financière d'un montant de 30 000 euros à la société Sensito FILMS pour la production du long métrage de fiction L'Histoire de Karine.

Il est précisé qu'il convient de déroger à l'article 53 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 du Conseil de la Métropole, et d'attribuer cette aide après commencement d'exécution de l'opération subventionnée, le tournage du film étant en cours.

Par conséquent, il est également proposé d'approuver la convention entre le Conseil de Territoire du Pays de Martigues et la société Sensito Films relative à l'octroi d'une aide financière.

Le montant de l'aide attribuée à la société Sensito Films sera imputé au budget de l'Etat spécial du Territoire du Pays de Martigues 2021, en section investissement opération 2018 610500.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission européenne du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;
- Le règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis ;
- La délibération n° HN 009-8081/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 du Conseil de la Métropole approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 du Conseil de la Métropole portant approbation de l'Agenda du Développement Economique Métropolitain ;
- La délibération n° ECO 003-4137/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole portant approbation du principe d'une intervention métropolitaine en matière de soutien aux œuvres audiovisuelles et cinématographiques ;
- La délibération n° 18-555 de la Commission Permanente du Conseil Régional du 29 juin 2018 approuvant la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et des établissements publics de coopération intercommunale dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La délibération n° ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole en date du 18 octobre 2018 portant

approbation de la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;

- La délibération n° 21-485 du 28 octobre 2021 de la Commission Permanente du Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur portant attribution d'une aide de 220 000 euros à la société Sensito Films pour la production du long métrage de fiction l'Histoire de Karine ;
- La délibération n° ECO 012-5555/19/BM du Bureau de la Métropole en date du 28 mars 2019 portant approbation de la création et de l'affectation des opérations d'investissement Fonds de soutien aux sociétés de production cinématographique ;
- La délibération n° ECO 006-9265/20/CM du Conseil de la Métropole en date du 17 décembre 2020 portant approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement Fonds de soutien aux sociétés de production cinématographique ;
- La demande d'aide financière adressée au Conseil de Territoire du Pays de Martigues - Métropole Aix-Marseille-Provence par Sensito Films le 30 juin 2021.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que par délibération n° ECO 003-4137/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de la Métropole, a été approuvé le principe d'une intervention métropolitaine en matière de soutien aux œuvres audiovisuelles et cinématographiques ;
- Que par délibération n° ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole en date du 18 octobre 2018, a été approuvée la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- Que le Conseil de Territoire du Pays de Martigues - Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite, compte tenu des compétences qui lui sont déléguées par le Conseil de la

Métropole, poursuivre la politique de soutien à la production audiovisuelle et cinématographique en accordant, le cas échéant, une aide financière aux sociétés de production audiovisuelle et cinématographique qui envisagent de tourner leurs projets sur le territoire ;

- Que la société Sensito Films a sollicité une aide financière de la Région et du Territoire du Pays de Martigues-Métropole Aix-Marseille-Provence pour la production du long métrage de fiction L'Histoire de Karine;
- Que pour ce projet, la société Sensito Films a obtenu une aide de la Région d'un montant de 220 000 euros ;
- Que le Conseil de Territoire du Pays de Martigues entend répondre favorablement à cette demande.
- Qu'il convient d'approuver la convention entre le Conseil de Territoire du Pays de Martigues-Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Sensito Films relative à l'octroi d'une aide financière.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée par dérogation à l'article 53 du Règlement Budgétaire et Financier - délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 du Conseil de la Métropole, l'attribution d'une aide financière d'un montant de 30 000 euros (trente mille euros) à Sensito Films pour la production du long métrage de fiction L'Histoire de Karine.

Article 2 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, relative à l'octroi d'une aide financière entre le Conseil de Territoire du Pays de Martigues - Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Sensito Films pour la production du long métrage de fiction L'Histoire de Karine.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'Etat spécial du territoire du Pays de Martigues 2022, en section d'investissement, au Programme 03 Développement économique, Code AP numéro 186035BP et sur l'opération numéro 2018610500 Fonds de soutien aux productions audiovisuelles.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, ou son représentant, est autorisé à signer la convention et tout document y afférent.

ADOpte A L'UNANIMITE

- 3. N°2021-036-Attribution d'une subvention de fonctionnement global à l'association Sensibilisation**

Protection Nature Environnement – Exercice 2022

Rapporteur : Mme Nathalie LEFEBVRE

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Compte tenu de la politique d'actions en matière d'environnement qu'il met en place en direction de la population, le Conseil de Territoire du Pays de Martigues entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues mène une politique de préservation et de valorisation du patrimoine naturel. A ce titre, il conduit un programme d'éducation à l'environnement et au développement durable auprès des collèves, organise des manifestations pour la sensibilisation à l'environnement et des journées d'information grand public.

Sensibilisation Protection Nature Environnement (SPNE) est une association loi 1901 parue le 01 septembre 1991. L'association basée sur Martigues a pour objectif la sensibilisation du public à la protection de l'environnement.

Elle développe des activités autour de la valorisation et de la protection du patrimoine naturel local.

Les actions de valorisation portent sur :

- Visites guidées, sorties et projections (littoral, étangs, forêt méditerranéenne)
- Participation aux manifestations environnementales : Salon 100% Nature, Fête des plantes...
- Montage vidéo et atelier pédagogique autour des ruches avec les collèves
- Maintien de l'aquaculture et mise en place d'aquacubes

Les actions de protection portent principalement sur :

- La permaculture consacrée aux plantes mellifères, création d'hôtel à insectes et jardin potager collectif
- La mise en place et l'entretien de ruches
- Les pièges à phéromones (chenilles), pose de pièges contre les frelons asiatiques et sensibilisation des habitants

L'association a été soutenue l'an dernier, elle souhaite poursuivre son action et sollicite en conséquence l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2022, dossier MGDIS N° 546.

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole, les modalités de versement de la subvention se feront comme suit :

- un acompte de 80% (dans la limite de 80% de la subvention votée). La demande de versement de la subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste l'utiliser conformément à son affectation.

- le solde de 20% sera versé sur production, au plus tard le 30 juin de l'année N+1, des comptes annuels de l'association, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, du rapport d'activité et du procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association facilitera le contrôle par le Conseil de Territoire de la réalisation de l'objectif en particulier par l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et à tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par le Conseil de Territoire. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

Dans cette même optique, une évaluation de la réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, pourra être réalisée en cours d'année. A ce titre, une réunion pourra être organisée par le Conseil de Territoire avec l'association qui participe pleinement à cette évaluation. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explications pouvant, le cas échéant, occasionner le remboursement total ou partiel de la subvention.

L'association s'engage à apposer, sur tous les supports de communication relatifs à l'opération soutenue, le logo du Conseil de Territoire en respectant la charte graphique métropolitaine et à y faire apparaître la participation financière du Conseil de Territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-8081/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n° FBPA 058-9160/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1:

Est attribuée une subvention de fonctionnement global à l'association SPNE d'un montant de 13 000€ au titre de l'exercice 2022.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2022 de la Métropole Aix-Marseille-Provence Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues – S/Politique G 410, Fonction 78 - Nature 65748.

La présente subvention est attribuée sous réserve de l'adoption du Budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence et des Etats Spéciaux de territoire pour l'exercice 2022.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

ADOpte A L'UNANIMITE

4. **N°2021-037-Approbation et signature d'une convention d'objectifs 2022-2024 - Attribution d'une subvention de fonctionnement global à**

l'Association Point Formation - Exercice 2022

Rapporteur : Mme Linda BOUCHICHA

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Compte tenu de la politique d'actions en matière d'emploi, formation et insertion qu'il met en place en direction de la population, le Conseil de Territoire du Pays de Martigues entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

Point Formation est une association qui œuvre depuis plus de 27 ans dans l'intérêt général des habitants du territoire du Pays de Martigues, grâce à son offre d'actions d'orientation et de formation professionnelle destinées à favoriser l'insertion professionnelle et sociale des jeunes de 16 à 25 ans, ainsi que des adultes de plus de 25 ans.

L'association propose aux habitants du territoire un ensemble de prestations relevant de l'insertion, de la formation, de l'éducation permanente, ainsi que du bilan, de l'orientation professionnelle et de l'accompagnement à l'emploi, dans le cadre de dispositifs publics mis en œuvre en partenariat avec le service public local de l'emploi et les différentes structures d'accompagnement du territoire.

Les publics accueillis sont des demandeurs d'emploi, demandeurs d'emploi avec reconnaissance de qualité de travailleurs handicapé, bénéficiaires en accompagnement PLIE, bénéficiaires des minima sociaux, salariés en contrat aidé et d'insertion, jeunes accompagnés par les Missions locales du territoire, salariés d'entreprise/d'association.

Considérant l'histoire de cette association et ces résultats au titre des trois années précédentes :

- Animation, culturelle, sportive et de loisirs – Formation visant le diplôme d'Animateur Sportif Polyvalent – BPJEPS-APT : 2020 (16 082 heures de formation et 29 stagiaires) ; 2019 (10 715 Heures et 27 stagiaires) ; 2018 (17 520 heures de formation et 35 stagiaires)
- Formations sur le développement des capacités mentales et apprentissage de base : 2020 (5 287 heures de formation et 169 stagiaires) ; 2019 (10 879 Heures et 117 stagiaires) ; 2018 (9 003 heures de formation et 96 stagiaires)
- Formations générales : 2020 (4 013 heures de formation et 14 stagiaires) ; 2019 (4 596 Heures et 155 stagiaires) ;

2018 (6 536 heures de formation et 119 stagiaires)

- Développement des capacités d'orientation, d'insertion ou de réinsertion : 2020 (10 881 heures de formation et 404 stagiaires) ; 2019 (6 748 Heures et 327 stagiaires) ; 2018 (10 899 heures de formation et 430 stagiaires)
- Santé Secouriste au Travail : 2020 (2 408 heures de formation et 172 stagiaires) ; 2019 (1 862 Heures et 139 stagiaires) ; 2018 (1 144 heures de formation et 85 stagiaires)

En effet, le Conseil de Territoire du Pays de Martigues et l'Association avaient conclu une convention d'objectifs approuvée par délibération n°2018-035 du 07 décembre 2018 pour une durée de 3 ans.

L'association ayant été soutenue les années précédentes, souhaite poursuivre son objectif et sollicite en conséquence l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2022, notamment, dossier MGDIS N°142.

Afin de permettre à l'association Point Formation de poursuivre ses missions, il est proposé de lui accorder une subvention d'un montant de 75 000 euros au titre de l'exercice 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- La délibération n° HN 009-8081/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;

- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n° FBPA 058-9160/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rôle de L'association Point Formation est important pour valoriser la filière emploi formation et insertion, source retombées sociales conséquentes pour notre territoire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'objectifs avec L'association Point Formation durant trois ans : de 2022 à 2024.

Article 2 :

Est approuvé le versement d'une subvention de fonctionnement global d'un montant de 75 000 € à L'association Point Formation au titre de l'année 2022.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2022 de la Métropole Aix-Marseille-Provence-Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues –S/Politique E120-Nature 65748-Fonction 65.

La présente subvention est attribuée sous réserve de l'adoption du Budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence et des Etats Spéciaux de territoire pour l'exercice 2022.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

ADOpte A L'UNANIMITE

- 5. N°2021-038-Approbation et signature d'une convention d'objectifs 2022-2024 - Attribution d'une subvention de fonctionnement global à l'Association Appart- « Un bail pour tous » Exercice 2022**

Rapporteur : Mme Linda BOUCHICHA

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Compte tenu de la politique d'actions en matière d'emploi, formation et insertion qu'il met en place en direction de la population, le Conseil de Territoire du Pays de Martigues entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

L'Appart « Un bail pour tous » gestionnaire d'un comité pour le logement autonome des jeunes, développe des dispositifs et programmes éducatif dans l'objectif de faciliter l'accès et le maintien dans un logement en direction d'un public jeune et adultes du territoire du Pays de Martigues.

L'objectif est de faire bénéficier les habitants du Territoire du Pays de Martigues, d'un accueil de proximité, informer le public sur les conditions d'accès à un logement et d'offrir une possibilité d'accès au maintien au logement.

Considérant l'histoire de cette association et ces résultats sur les trois années précédentes :

L'association met en œuvre plusieurs programmes liés au logement :

- L'accueil, l'information et l'orientation
- Le logement temporaire
- Le dispositif bail glissant
- La gestion d'une résidence sociale sur la commune de Martigues (16 logements)

De 2018 à 2020, l'Association Appart « Un bail pour tous » a réalisé plus de 1 312 accueils pour de l'information et de l'orientation, cela représente 766 femmes et 619 hommes, soit 1025 personnes pour Martigues, 156 pour Port de Bouc et 59 pour St Mitre Les Remparts et 72 personnes provenant d'autres territoires.

A ce titre, le Conseil de Territoire du Pays de Martigues et l'Association avaient conclu une convention d'objectifs approuvée par délibération n°2018-033 du 07 décembre 2018 pour une durée de 3 ans.

L'association ayant été soutenue les années précédentes, souhaite poursuivre son objectif et sollicite en conséquence l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2022, notamment, dossier MGDIS N°224.

Afin de permettre à l'association Appart de poursuivre ses missions, il est proposé de lui accorder une subvention d'un montant de 75 000 euros au titre de l'exercice 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- La délibération n° HN 009-8081/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n° FBPA 058-9160/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du
Commissaires Rapporteur,**

Considérant :

- Que le rôle de l'association l'Appart « un bail pour tous » est important pour valoriser la filière emploi formation et insertion, source retombées sociales conséquentes pour notre territoire.

Délibère :

Article 1 :

Est approuvée la convention d'objectifs avec l'Association l'Appart « un bail pour tous » durant trois ans : de 2022 à 2024.

Article 2 :

Est approuvé le versement d'une subvention de fonctionnement global d'un montant de 75 000 € à l'association l'Appart « un bail pour tous » au titre de l'année 2022.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2022 de la Métropole Aix-Marseille-Provence-Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues –S/Politique E120-Nature 65748-Fonction 65.

La présente subvention est attribuée sous réserve de l'adoption du Budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence et des Etats Spéciaux de territoire pour l'exercice 2022.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

ADOPTÉ A L'UNANIMITE

6. N°2021-039-Approbation et signature d'une convention d'objectifs 2022-2024 - Attribution d'une subvention de fonctionnement global à l'Association pour le Développement Local du Pays de Martigues - Exercice 2022

Rapporteur : Mme Linda BOUCHICHA

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Compte tenu de la politique d'actions en matière d'emploi, formation et insertion qu'il met en place en direction de la population, le Conseil de Territoire du Pays de Martigues entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

L'Association pour le Développement Local du Pays de Martigues (APDL) a pour but de concourir à l'élaboration, à la mise en place et au développement d'une politique locale d'insertion professionnelle et sociale en direction des habitants de la zone géographique comprenant les territoires des Villes de Martigues, Port-De-Bouc, et Saint Mitre Les Remparts.

L'objectif est de faire bénéficier les habitants du Territoire du Pays de Martigues, d'un accueil de proximité et d'accompagnement à l'emploi assuré par l'Association.

La structure œuvre sur plusieurs dispositifs ou programmes d'accompagnement la présente demande de subvention porte sur un des outils de l'association à savoir l'Epicierie Sociale et Solidaire :

L'APDL a inauguré l'Epicierie Sociale et Solidaire en 2019, c'est un outil qui répond sur une durée définie à un besoin économique ponctuel des usagers. Parallèlement à cette approche d'économie solidaire, l'épicierie est un levier pour favoriser la participation des publics et en faire de véritables acteurs et actrices de leur consommation. L'acte d'achat est un support pour privilégier la convivialité et aborder une approche pédagogique et participative sur les thématiques de la vie courante : équilibre

alimentaire, budget, santé, nutrition. L'épicerie ne se substitue pas aux dispositifs existants mais vise la concertation et la complémentarité avec les acteurs de l'aide alimentaire, de l'action sociale et de l'insertion.

Considérant l'histoire et cette association et ces résultats au titre des trois années précédentes :

Entre 2019 et 2020 plus de 2 360 personnes accueillies, avec l'outil de l'Epicerie Sociale et Solidaire plus de 1 616 personnes ont pu être pris en charge avec plus de 71 ateliers, de la distribution d'aides d'urgence pour 420 familles et enfin l'opération « un lit pour tous » qui a pu aider 233 familles sur le Territoire du Pays de Martigues.

A ce titre, le Conseil de Territoire du Pays de Martigues et l'Association avaient conclu une convention d'objectifs approuvée par délibération n°2019-008 du 27 mars 2019 pour une durée de 3 ans.

L'association ayant été soutenue les années précédentes, souhaite poursuivre son objectif et sollicite en conséquence l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2022, notamment, dossier MGDIS N°169.

Concernant le nouveau projet pour l'année 2022, l'Associations envisage de créer une Epicerie Sociale et Solidaire itinérante complémentaire à l'Epicerie déjà existante pour pouvoir à l'aide de ses deux outils : renforcer les modalités du projet de l'Epicerie pour l'ouvrir à de nouveaux publics touchés par la crise sanitaire économique et sociale, mais également avec l'épicerie itinérante d'être à proximité des habitants qui pour des raisons de mobilité liées notamment à la santé ne peuvent pas se déplacer.

Afin de permettre à l'association pour le Développement Local du Pays de Martigues de poursuivre ses missions, il est proposé de lui accorder une subvention d'un montant de 25 000 euros au titre de l'exercice 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le Décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- La délibération n° HN 009-8081/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n° FBPA 058-9160/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaires Rapporteur,

Considérant :

- Le rôle de l'Association Pour le Développement Local du Pays de Martigues est important pour valoriser la filière emploi formation et insertion, source retombées sociales conséquentes pour notre territoire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'objectifs avec l'Association Pour le Développement Local du Pays de Martigues durant trois ans : de 2022 à 2024.

Article 2 :

Est approuvé le versement d'une subvention de fonctionnement spécifique d'un montant de 25 000 € à l'Association Pour le Développement Local du Pays de Martigues au titre de l'année 2022.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2022 de la Métropole Aix-Marseille-Provence-Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues –S/Politique E120-Nature 65748-Fonction 65.

La présente subvention est attribuée sous réserve de l'adoption du Budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence et des Etats Spéciaux de territoire pour l'exercice 2022.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

ADOpte A L'UNANIMITE

7. N°2021-040-Approbation et signature d'une convention d'objectifs 2022-2024 - Attribution d'une subvention de fonctionnement global à l'Association pour l'Insertion et l'Emploi du Pays de Martigues-côte Bleue - Exercice 2022

Rapporteur : Mme Linda BOUCHICHA

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Compte tenu de la politique d'actions en matière d'emploi, formation et insertion qu'il met en place en direction de la population, le Conseil de Territoire du Pays de Martigues entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

L'association Pour l'Insertion et l'Emploi du Pays de Martigues Côte Bleue assure une mission de service public de proximité, en direction des jeunes de 16 à 25 ans issus du territoire, afin de leur permettre de surmonter les difficultés qui font obstacle à leur insertion sociale et professionnelle.

Ainsi, la Mission Locale doit apporter, par une offre de services adaptée, une solution à tous les jeunes en demande d'insertion en leur offrant un parcours d'accompagnement global, complétée d'un appui aux employeurs dans leurs recrutements ; elle doit conforter la démarche partenariale qu'elle a engagée, l'inscrire dans le projet du territoire et assurer le pilotage des mesures des politiques de l'emploi qui lui sont confiées.

Considérant l'histoire et cette association et ces résultats au titre des trois années précédentes :

Dans le cadre de sa mission de service public, la Mission Locale œuvre en direction des jeunes de 16 à 25 ans. La Structure propose une intervention de proximité sur l'ensemble du territoire du Pays de Martigues selon trois objectifs :

- Le repérage, l'accueil, l'information, l'orientation et surtout l'accompagnement du public cible
- La proposition d'une offre de service en direction des acteurs économiques (entreprises, organisme de formation, partenaire de l'insertion sociale et professionnelle)

- Présence partenariale dans le projet de territoire (IAE, PLIE, EPN, journées estivales citoyennes)

Durant les trois dernières années la Mission Locale a :

- Accompagnée plus de 6 818 jeunes
- Eu plus de 3 768 situations d'emploi et/ou aide formation chaque année
- Le lien avec l'entreprise avec 683 entreprises contactées, plus de 708 offres d'emploi récoltées et 1 614 jeunes positionnés.
- Une multitude de programme d'accompagnement au service des jeunes suivis (garanti jeunes, parrainage, accompagnement approfondi, SAS apprentissage etc. ...),
- De nouveau programme comme le repérage des jeunes décrocheurs scolaires, la mise en place d'une équipe mobile pour repérer et mobiliser les jeunes « invisibles », des actions « Pass'Port » : santé, sport, insertion.

A ce titre, le Conseil de Territoire du Pays de Martigues et l'Association avaient conclu une convention d'objectifs approuvée par délibération n°2018-036 du 07 décembre 2018 pour une durée de 3 ans.

L'association ayant été soutenue les années précédentes, souhaite poursuivre son objectif et sollicite en conséquence l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2022, notamment, dossier MGDIS N°440.

Afin de permettre à l'association Pour l'Insertion et l'Emploi du Pays de Martigues Côte Bleue de poursuivre ses missions, il est proposé de lui accorder une subvention d'un montant de 280 000 euros au titre de l'exercice 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et

relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

- La délibération n° HN 009-8081/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n° FBPA 058-9160/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaires Rapporteur,

Considérant :

- Que le rôle de L'association Pour l'Insertion et l'Emploi du Pays de Martigues Côte Bleue est important pour valoriser la filière emploi formation et insertion, source retombées sociales conséquentes pour notre territoire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'objectifs avec L'association Pour l'Insertion et l'Emploi du Pays de Martigues Côte Bleue durant trois ans : de 2022 à 2024.

Article 2 :

Est approuvé le versement d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 280 000 € à L'association Pour l'Insertion et l'Emploi du Pays de Martigues Côte Bleue au titre de l'année 2022.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2022 de la Métropole Aix-Marseille-Provence-Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues –S/Politique E120-Nature 65748-Fonction 65.

La présente subvention est attribuée sous réserve de l'adoption du Budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence et des Etats Spéciaux de territoire pour l'exercice 2022.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

ADOpte A L'UNANIMITE

8. N°2021-041-Approbation et signature d'une convention d'objectifs 2022-2024 - Attribution d'une subvention de fonctionnement global à l'Association Les Chantiers du Pays de Martigues - Exercice 2022

Rapporteur : Mme Linda BOUCHICHA

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Compte tenu de la politique d'actions en matière d'emploi, formation et insertion qu'il met en place en direction de la population, le Conseil de Territoire du Pays de Martigues entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

L'association les Chantiers du Pays de Martigues est une structure agréée dans le cadre de l'insertion par l'activité économique. Elle se positionne dans les champs de l'économie sociale et solidaire. Structure porteuse de projets d'insertion socioprofessionnelle, elle contribue depuis plusieurs années à insérer professionnellement des personnes rencontrant des difficultés en matière d'emploi, sur le territoire de Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre les-Remparts. Les personnes contractualisent un Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI) de 26 heures hebdomadaire dont la durée peut aller jusqu'à 24 mois de contrat.

Permettre un accompagnement global des personnes dans le cadre d'une reprise d'activité par l'accueil et l'intégration en milieu de travail, un accompagnement social et professionnel, la formation des salariés en insertion et la contribution à l'activité économique et du développement territorial, tels sont les objectifs poursuivis par l'association.

L'objectif est de faire bénéficier les habitants du Territoire du Pays de Martigues, d'un accueil de proximité et d'accompagnement à l'emploi assuré par l'Association les Chantiers du Pays de Martigues.

Les objectifs visés sont : la redynamisation des personnes, le travail sur le projet professionnel, la sécurisation des parcours et lever les principaux freins vers l'employabilité.

La structure utilise des supports techniques tels que : le bâtiment second œuvre, les espaces verts et forestiers, la restauration rapide dans la gestion d'un snack, le nettoyage de locaux et la gestion d'une Ressourcerie.

La structure intervient sur différents chantiers sur l'ensemble du territoire du Pays de Martigues.

Les chiffres clefs pour les trois dernières années :

- 534 parcours d'insertion
- 406 personnes de Martigues, 106 de Port de Bouc et 22 de Saint Mitre les Remparts
- 202 femmes pour 327 d'hommes
- dont 359 personnes bénéficiaires du BRSA
- dont 149 personnes issues des QPV
- 263 personnes ont été recrutées.

A ce titre, le Conseil de Territoire du Pays de Martigues et l'Association avaient conclu une convention d'objectifs approuvée par délibération n°2018-034 du 07 décembre 2018 pour une durée de 3 ans.

L'association ayant été soutenue les années précédentes, souhaite poursuivre son objectif et sollicite en conséquence l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2022, notamment, dossier MGDIS N°355.

Afin de permettre à l'association Les Chantiers Du Pays de Martigues de poursuivre ses missions, il est proposé de lui accorder une subvention d'un montant de 304 000 euros au titre de l'exercice 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- La délibération n° HN 009-8081/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;

- La délibération n° FBPA 058-9160/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaires Rapporteur,

Considérant :

- Que le rôle de L'Association Les Chantiers du Pays de Martigues est important pour valoriser la filière emploi formation et insertion, est source retombées sociales conséquentes pour notre territoire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'objectifs avec L'Association Les Chantiers du Pays de Martigues durant trois ans : de 2022 à 2024.

Article 2 :

Est approuvé le versement d'une subvention de fonctionnement global d'un montant de 304 000 € à L'Association Les Chantiers du Pays de Martigues au titre de l'année 2022.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2022 de la Métropole Aix-Marseille-Provence-Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues –S/Politique E120-Nature 65748-Fonction 65.

La présente subvention est attribuée sous réserve de l'adoption du Budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence et des Etats Spéciaux de territoire pour l'exercice 2022.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

ADOpte A L'UNANIMITE

9. N°2021-042-Approbation et signature d'une convention d'objectifs 2022-2024 - Attribution d'une subvention de fonctionnement global à l'Association Initiative Pays de Martigues - Exercice 2022

Rapporteur : Mme Nathalie LEFEBVRE

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Compte tenu de la politique d'actions en matière de développement économique qu'il met en place en direction de la population, le

Conseil de Territoire du Pays de Martigues entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

L'association Initiative Pays de Martigues (IPM) a pour objet de déceler et favoriser l'initiative créatrice d'emplois, d'activités de biens et de services nouveaux par l'appui à la création, à la reprise ou au développement de TPE ou PME. Dans le cadre de son activité, IPM soutient les porteurs de projet par l'octroi d'un prêt personnel sans intérêt ni garantie, un accompagnement, un parrainage d'un cadre ou chef d'entreprise bénévole et un suivi technique personnalisé.

IPM contribue également à la mobilisation d'autres dispositifs de soutien aux TPE et PME, tels que le dispositif Mon Projet d'Entreprise ou ARDAN.

Ainsi, sur les trois années précédentes, l'association Initiative Pays de Martigues a permis l'accueil, le conseil et l'orientation de 427 personnes, le financement de 127 porteurs de projet, la création de 143 emplois et le maintien de 117 emplois.

A ce titre, le Conseil de Territoire du Pays de Martigues et l'Association avaient conclu une convention d'objectifs approuvée par délibération n°2019-006 du 27 février 2019 pour une durée de 3 ans.

L'association ayant été soutenue les années précédentes, souhaite poursuivre son objectif et sollicite en conséquence l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2022, notamment, dossier MGDIS N°643.

Afin de permettre à L'association Initiative Pays de Martigues de poursuivre ses missions, il est proposé de lui accorder une subvention d'un montant de 106 000 euros au titre de l'exercice 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-8081/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n° FBPA 058-9160/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaires Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'objectifs avec l'Association Initiative Pays de Martigues durant trois ans : de 2022 à 2024.

Article 2 :

Est approuvé le versement d'une subvention de fonctionnement global d'un montant de 106 000 € à l'Association Initiative Pays de Martigues au titre de l'année 2022.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2022 de la Métropole Aix-Marseille-Provence Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues – S/Politique B370, nature 65748 - Fonction 62.

La présente subvention est attribuée sous réserve de l'adoption du Budget principal de la Métropole

Aix-Marseille-Provence et des Etats Spéciaux de territoire pour l'exercice 2022.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire, ou son représentant dûment habilité, est autorisé à signer la convention afférente à la présente délibération.

ADOpte A L'UNANIMITE

Avis sur les rapports présentés sur saisine de la Métropole

Conformément aux dispositions de la loi n°2015-991 du 7 Août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République reprises par l'Article L.5218-7 du Code CGCT, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence a saisi, par courrier, le Conseil de Territoire pour avis sur les rapports listés ci-dessous :

Finances, Budget, Patrimoine et administration générale

1. Avis n°2021-055-Délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues

Rapporteur : M. Gaby CHARROUX

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Il est soumis à l'assemblée le rapport actant de la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues.

I) Le cadre législatif d'exercice des compétences de la Métropole

L'article L. 5218-3 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que le périmètre de la Métropole Aix-Marseille-Provence est composé de territoires dont les limites ont été fixées par décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015.

Conformément aux dispositions de l'article L. 5218-4 du Code précité, il est établi dans chacun des six territoires un Conseil de Territoire composé de Conseillers de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégués des communes incluses dans le périmètre dudit territoire.

Les prérogatives propres des Conseils de territoire et les attributions pouvant leur être déléguées par le Conseil de la Métropole sont fixées au I et II de l'article L. 5218-7 qui disposent particulièrement que :

« (...) le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence peut déléguer à un Conseil de territoire, avec l'accord de celui-ci, et dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, tout ou partie de l'exercice des compétences qui lui ont été transférées par ses communes membres, à l'exception des compétences mentionnées aux 1° à 15° du présent II :

1° Schéma d'ensemble relatif à la politique de développement économique et à

l'organisation des espaces économiques et opérations métropolitaines ;

2° Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; approbation du plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme, constitution des réserves foncières, prise en considération d'un programme d'aménagement d'ensemble et détermination des secteurs d'aménagement ;

3° Organisation de la mobilité ; schéma de la mobilité ;

4° Schéma de l'ensemble de voirie ;

5° Abrogé ;

6° Programmes locaux de l'habitat ; schéma d'ensemble de la politique de l'habitat, du logement et des actions de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre ;

7° Schéma d'ensemble des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ;

8° Schéma d'ensemble d'assainissement et d'eau pluviale ;

9° Marchés d'intérêt national ;

10° Schéma d'ensemble de la gestion des déchets des ménages et déchets assimilés ;

11° Plans métropolitains de l'environnement, de l'énergie et du climat ;

12° Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et aux programmes de recherche ;

13° Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ; 14° Schéma d'ensemble des réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

15° Elaboration du projet métropolitain.

[...] par dérogation à l'avant-dernier alinéa du présent II à compter du 1er janvier 2020, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer à un Conseil de Territoire, avec l'accord de celui-ci, et dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, tout ou partie de la compétence définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme »

Par ailleurs, aux termes de l'article L. 5218-7 IV du code précité, il est précisé que :

« Pour l'exercice des compétences du Conseil de Territoire, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut donner délégation, dans les cas et conditions qu'il détermine, aux Conseils de Territoire

pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant. Lorsque cette délégation est accordée à un Conseil de Territoire, elle est donnée à l'ensemble des Conseils de Territoire.

Ces actes sont soumis aux mêmes règles que les actes de même nature décidés par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ils sont exécutés par le Président du Conseil de Territoire. Le montant des prestations s'apprécie pour chaque Conseil de Territoire.

Pour l'application des (présentes) dispositions (...), le Président du Conseil de Territoire peut recevoir délégation du Conseil de Territoire pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget de la Métropole.

Le Président du Conseil de Territoire peut subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le Conseil de Territoire aux vice-présidents. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Sauf en cas de méconnaissance des dispositions de la section 2, du chapitre VIII du titre 1^{er} du Livre II de la cinquième partie de la partie législative du Code Général des Collectivités

Territoriales ou de la réglementation applicable aux actes mentionnés ci-dessus, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne peut mettre fin à la délégation que pour l'ensemble des Conseils de Territoire.

Ces délégations prennent fin de plein droit à chaque renouvellement du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ».

II) L'application du cadre d'exercice des compétences

Afin de garantir la continuité et la proximité de l'action publique intercommunale dans les territoires, le Conseil de la Métropole a accordé des délégations aux Conseils de Territoire prenant fin au 31 décembre 2021. Il est proposé, à compter du 1^{er} janvier 2022 et jusqu'au 31 décembre 2022, de reconduire à l'identique, sous réserve des évolutions législatives postérieures, les délégations de compétences précédemment consenties aux Conseils de Territoire en dehors des exceptions prévues à l'article L.5218-7 II du Code Général des Collectivités Territoriales et dans le respect

des délibérations cadres adoptées par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence quant aux modalités d'exercice de certaines compétences et de la définition de l'intérêt métropolitain.

Dans ce cadre, les compétences déléguées aux Conseils de Territoire par la Métropole sont exercées dans le respect des objectifs et des règles fixées à l'échelon Métropolitain et, notamment, dans le respect des schémas prévus à l'article L. 5218-7 II du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par ailleurs, les compétences exercées en vertu de l'intérêt métropolitain sont aujourd'hui déléguées au Conseil de Territoire.

Pour l'exercice des compétences déléguées, il est également proposé de donner délégation au Conseil de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services, leurs avenants ainsi que les accords-cadres et marchés subséquents, qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, dans les cas et conditions suivantes :

- Pour les marchés de fournitures et de services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur ;
- Pour les marchés de travaux, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur.

Enfin, au regard de l'étendue des compétences déléguées et afin d'assurer la continuité des missions de service public, il convient d'autoriser le Conseil de Territoire à déléguer à son Président ses attributions, à l'exception du vote de l'Etat spécial de territoire et de la fixation des taux ou tarifs des taxes et redevances.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République;
- La délibération n° HN 157-288/16/CM du Conseil de la Métropole

du 28 avril 2016 du approuvant la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;

- La délibération n° FAG 042-1773/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 portant délibération cadre relative à l'intérêt métropolitain ;

- La délibération n° URB 023-2781/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant définition de l'intérêt métropolitain pour la définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme ;

- La délibération n° ENV 001-2808/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant généralisation de l'exercice de la compétence milieux forestiers à l'ensemble du territoire métropolitain ;

- La délibération n° TRA 002-2741/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant précisions concernant la consistance de la compétence - parcs et aires de stationnement - transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° TVP 001-2841/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ;

- La délibération n° CSGE 001-3395/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant définition de l'intérêt métropolitain en matière de construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socio-culturels et socio-éducatifs ;

- La délibération n° CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant politique culturelle métropolitaine ;

- La délibération n° CSGE 003-3397/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant définition de l'intérêt métropolitain en matière de construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements sportifs ;

- La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la

Métropole du 14 décembre 2017 portant politique sportive métropolitaine ;

- La délibération n° FAG 092-3111/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant définition de l'intérêt métropolitain en matière de création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires ;

- La délibération n° FAG 101-3120/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant restitution des compétences facultatives en matière de "santé" et de "développement des espaces publics numériques" aux communes de Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-Les-Remparts

- La délibération n° DEA 052-3360/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant sur l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain ;

- La délibération n° URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme et Plan d'Occupation des Sols) entre le Conseil de Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;

- La délibération n° URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;

- La délibération n° URB 003-3561/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;

- La délibération n° URB 004-3562/18/CM du Conseil de la

Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;

- La délibération n° URB 005-3563/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à l'élaboration et à la révision des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;

- La délibération n° URB 006-3564/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à la création d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) et à la transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs

- La délibération n° URB 007-3565/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à l'élaboration et à la révision des règlements locaux de publicité (RLP) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;

- La délibération n° URB 001-3635/18/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 portant délibération cadre - répartition des compétences relatives à l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (Pluie) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs - Abrogation de la délibération n° HN 076-206/16/CM du 28 avril 2016 ;

- La délibération n° ENV 001-3648/18/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 portant proposition d'organisation de la

compétence Energie au 1er janvier 2018 ;

- La délibération n° FAG 046-7084/19/CM du Conseil de la Métropole du 24 octobre 2019 portant précisions concernant la consistance de la compétence « animation et coordination de dispositifs locaux de prévention de la délinquance » transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° HN 009-8081/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;

- La délibération n° FBPA 058-9160/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;

- L'accord du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 9 Décembre 2021.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les délégations de compétences au Conseil de Territoire du Pays de Martigues à compter du 1^{er} janvier 2022.

Emet un avis favorable

A compter du 1^{er} janvier 2022 et jusqu'au 31 décembre 2022, sous réserve des évolutions législatives postérieures, est délégué au Conseil de Territoire du Pays de Martigues, avec l'accord de celui-ci et conformément aux dispositions de l'article L. 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'exercice des compétences dans les domaines suivants, et ce en stricte conformité avec les missions et compétences exercées à l'échelon métropolitain, tel qu'exposé précédemment :

1) Développement et aménagement économique, social et culturel :

a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;

- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

2) Aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Plan local d'urbanisme intercommunal et documents en tenant lieu dans les conditions des articles L. 134-11 et suivants du Code de l'Urbanisme et des délibérations cadres intervenues en matière de documents d'urbanisme ;
- b) Action de valorisation du patrimoine naturel et paysager ;
- c) Création, aménagement et entretien de voirie, signalisation, abris de voyageurs, parc et aires de stationnement ;
- d) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- e) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- f) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications au sens de l'article L. 1425-1 du CGCT.

3) Politique de l'habitat :

- a) Mise en œuvre de la politique du logement, aides financières au logement social, actions en faveur du logement social, actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- b) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- c) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage.

4) Politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que les dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville.

5) Gestion des services d'intérêt collectifs :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que la création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, marchés ;
- d) Service d'incendie et de secours dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du Code Général des Collectivités territoriales ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie.

6) Protection et mise en valeur de l'environnement et politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Construction, aménagement, entretien et gestion des réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- g) Construction, entretien des infrastructures de charges nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du CGCT.

Ainsi, le Conseil de Territoire du Pays de Martigues reçoit délégation concernant les compétences en matière de :

- Développement économique : la création, l'aménagement, l'entretien, et la gestion des zones d'activité économique déclarées d'intérêt métropolitain, ainsi que la réhabilitation des zones d'activités,

les actions de développement économique déclarées d'intérêt métropolitain ; - Aménagement de l'espace : les périmètres d'études, création et réalisation d'opérations d'aménagement, sous forme de zones d'aménagement concertée, à vocation économique d'intérêt métropolitain,

- Equilibre social de l'habitat : mise en œuvre de la politique du logement déclarée d'intérêt métropolitain, les actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt métropolitain, actions déclarées d'intérêt métropolitain en faveur du logement des personnes défavorisées par des opérations d'intérêt métropolitain, amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre d'intérêt métropolitain,

- Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale, ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance déclarée d'intérêt métropolitain,

- Gestion du site archéologique de Saint Blaise à Saint Mitre les Remparts,

- Valorisation du Mas de l'Hôpital,

- Education à l'environnement et au développement durable.

Pour l'exercice des compétences déléguées au titre de la présente délibération, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence donne délégation au Conseil de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services, leurs avenants ainsi que les accords- cadres et marchés subséquents, qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, dans les cas et conditions suivantes :

- Pour les marchés de fournitures et services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur ;
- Pour les marchés de travaux lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur.

En application du premier alinéa du II de l'article L. 5218-7 du CGCT, les délégations définies aux articles ci-dessus sont consenties avec l'accord du Conseil de Territoire et ont

pour objectif de garantir la continuité et la proximité de l'action publique intercommunale. L'exercice par le Conseil de Territoire des attributions qui lui sont déléguées est conforme aux prescriptions des schémas et aux orientations déterminées par le Conseil de la Métropole.

Lors de chaque réunion du Conseil de la Métropole, le Président du Conseil de Territoire ou son représentant rend compte des travaux du Conseil de Territoire et des attributions exercées par délibération de l'organe délibérant de la Métropole.

Pour la mise en œuvre des délégations consenties aux articles précédents, le Conseil de Territoire est autorisé à subdéléguer à son Président une partie des attributions qui lui ont été déléguées, à l'exception

- : Du vote de l'état spécial de territoire ;
- De la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances.

Le Conseil de Territoire peut également autoriser son Président à subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le Conseil de Territoire aux vice-présidents. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Lors de chaque réunion du Conseil de Territoire, son Président rend compte des attributions exercées par subdélégation du Conseil de Territoire.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

2. Avis n°2021-056-Approbation des avenants n°4 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" et "Abris de voyageurs" de la commune de Martigues

Rapporteur : M. Laurent BELSOLA

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de

modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales

Ainsi, par délibération n° FAG 194-3213/17/CM du 13 décembre 2017 et par délibération n° FAG 023-3538/18/CM du 15 février 2018, la Métropole décidait de confier à la commune de Martigues des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Abris de voyageurs
- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Politique de l'Habitat
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création et extension des crématoriums
- compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif.

Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Ainsi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n°4 aux conventions de gestion relatives aux compétences « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » et « Abris voyageurs » de la commune de Martigues.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- La délibération n° FAG 194-3213/17/CM du 13 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Martigues ;
- La délibération n° FAG 023-3538/18/CM du 15 février 2018 validant la convention de gestion avec la commune de Martigues ;
- Les délibérations n° FAG 127-4583/18/CM du 18 octobre 2018 et n° FAG 256-5073/18/CM du 13 décembre 2018 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2019 les conventions de gestion avec la commune de Martigues ;
- Les délibérations n° FAG 147-7803/19/CM du 19 décembre 2019 et n° FBPA 1519253/20/CM du 17

décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021 les conventions de gestion avec la commune de Martigues ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence;

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Martigues.

Emet un avis favorable sur l'approbation des avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Martigues.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

3. Avis n°2021-057-Approbation de l'avenant n°4 à la convention de gestion relative à la compétence "Eau Pluviale" de la commune de Port de Bouc

Rapporteur : M. Laurent BELSOLA

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 195-3214/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Port de Bouc des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Planification Urbaine
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale □
compétence Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif.

Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Ainsi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver l'avenant n°4 à la convention de gestion « Eau Pluviale » de la commune de Port de Bouc.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 195-3214/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Port de Bouc ;
- La délibération n° FAG 257-5074/18/CM du 13 décembre 2018 et N° FAG148-7804/19/CM du 19 décembre 2019 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2020, les conventions de gestion avec la commune de Port de Bouc ;
- La délibération n° FBPA 152-9254/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2021 la convention de gestion relative à la compétence « Eau Pluviale » avec la commune de Port de Bouc ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver l'avenant n° 4 à la convention de gestion avec la commune de Port de Bouc

Emet un avis favorable sur l'approbation de l'avenant n°4 à la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Port de Bouc.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

4. Avis n°2021-058-Approbation des avenants n° 4 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Parcs et Aires de stationnement" et "Eau Pluviale" de la commune de Saint-Mitre-Les-Remparts

Rapporteur : M. Laurent BELSOLA

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif d'exercice de proximité es compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 196-3215/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Saint-Mitre-Les-Remparts des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- Tourisme

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif.

Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion, sans préjudice des évolutions législatives à venir.

Aussi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n°4 aux conventions de gestion de la commune de Saint-Mitre-Les-Remparts.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 196-3215/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Saint-Mitre-Les-Remparts ;
- Les délibérations n° FAG 128-4584/18/CM du 18 octobre 2018, n° FAG 149-7805/19/CM du 19 décembre 2019 et n° FBPA 153-9255/20/CM du 17 décembre 2020 prolongeant successivement jusqu'au 31 décembre 2021, les conventions de gestion avec la commune de Saint-Mitre-Les-Remparts ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°4 aux conventions de gestion avec la commune de Saint-Mitre-Les-Remparts.

Emet un avis favorable sur l'approbation des avenants n°4 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Mitre-Les-Remparts.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

5. Avis n°2021-059-Approbation du montant des redevances de crémation du Crématorium du Pays de Martigues pour l'année 2022

Rapporteur : M. Gaby CHARROUX

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente dans la gestion des services d'intérêt collectif et notamment en matière de Crématorium. Dans ce cadre, il lui appartient de fixer les tarifs de crémation concernant le Crématorium du Pays de Martigues pour l'année 2022.

La Métropole Aix-Marseille-Provence avait fixé les tarifs des différentes redevances de crémation pour l'année 2020 et 2021 du Crématorium de Martigues, de la manière suivante :

Il est proposé pour l'année 2022 d'augmenter les tarifs de crémation de 2% pour tenir compte de l'évolution des différents indices intervenant dans le coût du service.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- L'avis favorable du Conseil d'Exploitation de la Régie du Crématorium du Pays de Martigues;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il appartient au Conseil de Métropole de fixer les tarifs de crémation du Crématorium du Pays de Martigues susceptibles d'être perçus à l'occasion du fonctionnement des services métropolitains.

Emet un avis favorable sur l'approbation des montants des redevances de crémation du Crématorium du Pays de Martigues applicables à compter du 1er Janvier 2022 fixés comme suit :

CREMATIONS		
LIBELLE	TARIFS HT 2022	TARIFS TTC 2022
CREMATION POUR CERCUEIL ADULTE BOIS TENDRE (sapin,peuplier ou assimilé)	543,09 €	651,71 €
CREMATION POUR CERCUEIL ADULTE BOIS TENDRE HORS COTE (sapin,peuplier ou assimilé)	568,95 €	682,74 €
CREMATION POUR CERCUEIL ADULTE BOIS DUR (chêne ou assimilés)	635,03 €	762,04 €
CREMATION POUR CERCUEIL ADULTE BOIS DUR HORS COTE (chêne ou assimilés)	678,20 €	813,84 €
CREMATION POUR CERCUEIL ENFANTS JUSQU'À 150 cm BOIS TENDRE (sapin, peuplier ou assimilé)	248,29 €	297,95 €
CREMATION POUR CERCUEIL ENFANTS JUSQU'À 150 cm BOIS DUR (chêne ou assimilé)	321,58 €	385,89 €
CREMATION POUR ENFANT MORT-NE	106,57 €	127,88 €
CREMATIONS POUR RESTES EXHUMES Reliquaire jusqu'à 1,50 m	193,60 €	232,31 €
CREMATIONS POUR RESTES EXHUMES Reliquaire au-delà de 1,50 m	291,69 €	350,03 €
CREMATION DES RESTES ANATOMIQUES (30 KGS ou 100 L maxi)	151,06 €	181,27 €
CREMATION DES RESTES ANATOMIQUES (60 KGS ou 200 L maxi)	280,69 €	336,82 €
CREMATION SOCIALE (sapin, peuplier ou assimilé) pour personne	529,90 €	529,90 €

dépourvue de ressources suffisantes		
PRESTATIONS CREMATORIUM		
LIBELLE	TARIFS HT 2022	TARIFS TTC 2022
LOCATION SALLE RECUEILLEMENT AVEC HOMMAGE PERSONALISE (Tarif Hors crémation) : - Prestation d'une durée de 30 mn environ - dispensée par un Maître de Cérémonie du Service Funéraire Municipal - Consiste à préparer l'hommage avec la famille, accueil du public le jour de la cérémonie, lecture de textes, diffusion d'un programme audio-vidéo	96,03 €	115,24 €
LOCATION SALLE RECUEILLEMENT (Hors crémation) : - Prestation d'une durée de 30 mn environ - dispensée par un Opérateur de Pompes Funèbres extérieures au Centre Funéraire - Utilisation du matériel audio-vidéo mis à disposition sous la surveillance d'un employé du Service Funéraire Municipal	96,03 €	115,24 €
DISPERSION DES CENDRES AU JARDIN DU SOUVENIR AVEC PRESENCE DE LA FAMILLE (précédée d'un moment de recueillement avec prise de paroles)	48,02 €	57,62 €

DISPERSION DES CENDRES AU JARDIN DU SOUVENIR SANS LA PRESENCE DE LA FAMILLE (effectuée par un agent du service funéraire municipal)	28,81 €	34,57 €
DEPÔT D'URNE (Location mensuelle, 1^{er} mois gratuit) : - Redevance mensuelle de frais de garde d'une urne cinéraire dont le délai réglementaire ne pourra pas excéder une année - Tout mois commencé est dû	9,42 €	11,30 €

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

6. Avis n°2021-060-Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille Provence - Adoption des budgets primitifs 2022 du Territoire du Pays de Martigues

Rapporteur : M. Gaby CHARROUX

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole doit se prononcer sur les Budgets Primitifs des budgets annexes du Territoire du Pays de Martigues pour l'exercice 2022.

Ces budgets annexes sont établis selon la nomenclature budgétaire et comptable M49 pour les budgets annexes Eau Potable et Assainissement.

Ils sont votés par nature avec présentation fonctionnelle.

Sont présentés ci-après les équilibres des Budgets Primitifs de ces budgets annexes.

• Budget Annexe Eau :

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Exploitation	10 068 550,00 €	10 068 550,00 €

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Investissement	7 388 667,00 €	7 388 667,00 €

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Exploitation	6 183 601,89 €	6 183 601,89 €

	DEPENSES	RECETTES
Section d'Investissement	4 038 000,00 €	4 038 000,00 €

• Budget Annexe Assainissement :

Transports, Mobilité durable

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Emet un avis favorable sur l'approbation des Budgets Primitifs 2022 des budgets annexes du Territoire du Pays de Martigues, par nature avec présentation fonctionnelle, tels qu'ils sont présentés ci-dessus.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

7. Avis n°2021-061-Approbation du principe de lancement de deux contrats de délégation de service public pour l'exploitation de parcs de stationnement à Aix-en-Provence, Martigues

Rapporteur : M. Gaby CHARROUX

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par contrat de concession conclu le 29 décembre 1986, la ville d'Aix-en-Provence, à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion des parcs de stationnement, a confié à la société d'économie mixte SEMEPA la construction et l'exploitation des parkings Mignet, Méjanes et Signoret, et l'exploitation des parcs Carnot, Pasteur, Bellegarde et Cardeurs ainsi que le stationnement payant en surface à Aix-en-Provence. La durée du contrat ayant été prolongée de 18 mois, son terme arrive à échéance au 29 juin 2023.

Par contrat de délégation de service public conclu le 15 décembre 1993, la Commune de Martigues, au droit de laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence, a confié à la société d'économie mixte SEMOVIM la construction et l'exploitation du parc de stationnement Rayettes à Martigues pour une durée de 30 ans. Ce contrat s'achèvera le 16 mai 2023.

Par contrat de délégation de service public conclu le 15 décembre 2016, la commune de Martigues, aux droits de laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence, a confié à la société d'économie mixte SEMOVIM la gestion en affermage du parc de stationnement Degut à Martigues pour une durée de 5 ans. Le terme initial du contrat, fixé au 31 décembre 2021, a été prorogé par avenant au 16 mai 2023, dans une logique d'harmonisation avec le parc Rayettes.

Les parcs en enclos Verdon et Sainte-Croix situés à Martigues sont des parcs saisonniers exploités uniquement pendant la période estivale, du 1er mai au 30 septembre. Ils sont actuellement gérés par la société SAGS dans le cadre d'un marché public d'exploitation notifié le 17 avril 2020, d'une durée de 12 mois renouvelable trois fois, qui s'achèvera ainsi le 17 avril 2024 au plus tard.

Parmi les contrats à relancer, il est proposé de modifier certains périmètres ont été modifiés afin de créer une cohérence de la politique de stationnement sur les territoires concernés en appliquant une politique tarifaire unifiée, pour contribuer à accroître l'attractivité et la rentabilité des parcs et en offrant de plus une meilleure qualité de service pour l'utilisateur.

Il apparaît ainsi opportun de regrouper les quatre parkings de Martigues au sein d'un même périmètre contractuel. En effet, compte tenu des économies d'échelle qui en découleraient, le recours à un contrat de délégation de service public unique apporterait une cohérence tant économique que technique (optimisation du niveau des redevances, des coûts de fonctionnement et amélioration de la qualité des ouvrages).

Par conséquent, il est apparu opportun de grouper ces équipements avec les périmètres suivants:

- Carnot, Méjanès, Pasteur, Signoret, Cardeurs, Mignet et Bellegarde à Aix-en-Provence ;
- Degut, Rayettes, Verdon et Sainte Croix à Martigues ;

Le choix du mode de gestion du service public de stationnement incombe à la Métropole qui demeure libre de décider du mode de gestion qu'elle estime le plus approprié.

Eu égard aux besoins en termes de souplesse et de dynamisme de gestion, d'innovation, la délégation de service public à un opérateur privé apparaît comme la solution la plus efficace.

Elle permettra à la Métropole Aix-Marseille-Provence de faire appel aux compétences techniques et commerciales d'un professionnel qui apportera son savoir-faire en matière d'exploitation de parcs de stationnement tout en bénéficiant de la souplesse d'une gestion

privée, mieux adaptée à une activité commerciale. Le service confié étant aux risques et périls du fermier, la collectivité maintiendra un contrôle étroit sur l'exécution de celui-ci, sur les plans technique, comptable et financier.

Par ailleurs, le recours à ce type de contrat permettra à la Métropole Aix-Marseille-Provence de percevoir une redevance d'occupation du domaine public composée d'une part fixe (garantie) et d'une part variable, tout en procurant une rémunération acceptable aux délégataires, et en garantissant le maintien en bon état des ouvrages et le renouvellement des matériels d'exploitation. De plus, le mode de rémunération des délégataires, directement lié aux résultats de l'exploitation incitera ceux-ci à améliorer la gestion du service.

Le fermier devra se conformer au programme de travaux prévu au contrat et assurera les travaux d'entretien et de réparation des installations ainsi que le renouvellement des équipements d'exploitation.

Les rapports de présentation joints en annexe ont pour objet d'éclairer le Conseil Métropolitain sur les modes de gestion envisageables pour chaque contrat et de soumettre à votre approbation, le principe, pour chacun d'eux, d'une exploitation dans le cadre d'une concession de service public, conformément aux dispositions de l'article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Compte tenu des prestations confiées aux concessionnaires, il est préconisé de déléguer ce service pour une durée 7 ans sur le contrat d'Aix, et 8 ans pour le contrat concernant les parcs sur la commune de Martigues.

Les caractéristiques des prestations que devront assurer les délégataires sont décrites dans les rapports précités.

Les exploitants seront désignés au terme d'une procédure préalable de publicité et de mise en concurrence définie par la loi du 29 janvier 1993, dite loi Sapin, codifiée aux articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et le Code de la Commande Publique dans sa troisième partie.

La commission consultative des services publics locaux a été saisie pour avis sur chacun de ses périmètres conformément aux dispositions de l'article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République;
- Le contrat de concession du 29 décembre 1986 pour la construction et l'exploitation, à Aix-en-Provence, des parcs Mignet, Méjanes et Signoret, et l'exploitation des parcs Bellegarde, Carnot, Cardeurs et Pasteur, et ses avenants;
- Le contrat de délégation de service public du 21 janvier 1992 relatif à l'exploitation du parking Rayettes à Martigues et ses avenants ;
- Le contrat de délégation de service public du 1er janvier 2017 relatif à l'exploitation du parking Degut à Martigues et son avenant ;
- Le marché public n° Z200054F00 notifié le 17 avril 2020 concernant l'exploitation des parcs en enclos Verdon et Sainte-Croix à Martigues;
- Les avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 13 décembre 2021;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence dans le domaine de la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement ;
- Qu'il est nécessaire d'organiser la gestion de plusieurs parcs de stationnement à Aix-en-Provence et Martigues, dont les contrats arrivent prochainement à échéance ;
- Qu'au vu des rapports de présentation annexés et après analyse des différents modes de gestion, la concession de service public apparaît la solution la mieux adaptée aux objectifs de la Métropole Aix-Marseille Provence.

Emet un avis favorable sur l'approbation du principe de l'exploitation des parcs de stationnement Méjanes, Signoret, Carnot, Pasteur, Mignet, Bellegarde et Cardeurs à Aix-en-Provence dans le cadre d'une délégation de service public, ainsi que les caractéristiques principales et les prestations demandées au

concessionnaire telles que décrites dans le rapport de présentation ci-annexé, qui seront détaillées et précisées dans le dossier de consultation devant être remis aux candidats, pour une durée de 7 ans.

Emet un avis favorable sur l'approbation du principe de l'exploitation des parcs de stationnement Degut, Rayettes, Verdon et Sainte-Croix à Martigues dans le cadre d'une délégation de service public, ainsi que les caractéristiques principales et les prestations demandées au concessionnaire telles que décrites dans le rapport de présentation ci-annexé, qui seront détaillées et précisées dans le dossier de consultation devant être remis aux candidats, pour une durée de 8 ans.

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal de l'état spécial des territoires du CT2 et CT6 chapitre 75 nature 751.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

8. Avis n°2021-062-Budget Annexe Parkings Métropole -Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement relative aux travaux d'aménagement des parkings

Rapporteur : M. Gaby CHARROUX

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n° TRA 013-4608/18/CM le Conseil de la Métropole a approuvé la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2018500600 « Travaux d'aménagement Parkings » inscrite au budget annexe parkings Métropole.

Par délibérations n° TRA 013-6418/19/CM et n° TRA 013-7846/19/CM le Conseil de la Métropole a approuvé la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n°2018500600 « Travaux d'aménagement Parkings ».

Afin d'améliorer le fonctionnement des parkings, leur attractivité, d'offrir davantage de services aux usagers, de sécuriser et parfaire l'accessibilité des sites, il s'avère nécessaire de réaliser des travaux de mise aux normes, de remplacement de matériels de péage et de contrôle d'accès et d'équipements afférents, au sein des parkings situés à Istres Martigues et Carry le Rouet.

Aussi, l'opération d'investissement n°2018500600 inscrite au budget annexe parkings Métropole, enregistrée dans l'autorisation de programme AP185081PK du programme 08 GEI hors projets spécifiques de

la Métropole doit être révisée pour un montant de 425 500 euros HT.

Cette révision porte le montant de l'opération n°2018500600 de 2 577 500 euros HT à 3 003 000 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- La délibération n° TRA 013-4608/18/CM de création de l'opération ;
- La délibération n° TRA 013-6418/19/CM de révision et d'affectation de l'opération ;
- La délibération n° TRA 013-7846/19/CM de révision et d'affectation de l'opération
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision et à l'affectation de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Emet un avis favorable sur l'approbation de la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n°2018500600 « Travaux d'aménagement Parkings » pour un montant 425 500 euros H.T rattachée au programme AP185081PK du programme 08 GEI hors projets spécifiques de la Métropole portant le montant total de l'opération à 3 003 000 euros H.T.

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget annexe parkings de la Métropole –

section d'investissement - opération N°2018500600 – Natures 2135, 2181, 2151, 2153, 2313 selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée établi comme suit :

Mandaté antérieur : 955 602,91 euros HT

CP 2021 : 1 084 901,24 euros H.T.

CP 2022 : 440 000 euros H.T.

CP 2023 : 230 398,28 euros H.T

CP 2024 : 150 000 euros H.T

CP 2025 : 142 097,57 euros H.T

CP 2025 : 142 097,57 euros H.T

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

9. Avis n°2021-063-Approbation de l'affectation du produit des forfaits post-stationnement reversés au titre de l'année 2020 par les communes de Marseille, Cassis, La Ciotat, Aix-en-Provence, Aubagne, Salon-de-Provence et Martigues, à la Métropole Aix-Marseille-Provence

Rapporteur : M. Gaby CHARROUX

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la réforme nationale de dépenalisation et décentralisation du stationnement payant sur voirie, consécutive à la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (loi MAPTAM) du 27 janvier 2014, qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2018, les communes membres Marseille, Cassis, La Ciotat, Aubagne, Aix-en-Provence, Martigues et Salon-de-Provence, compétentes pour réglementer le stationnement et instituer une redevance de stationnement payant sur voirie sur leur territoire, ont instauré, des forfaits poststationnement (FPS) pour non-paiement total ou partiel de la redevance tarifaire de stationnement sur voirie lors de leurs Conseils Municipaux respectifs.

En vertu de l'article L2333-87 et de l'article R2333-120-18 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), dans les Métropoles, les communes ayant institué la redevance de stationnement sur voirie, reversent l'intégralité des recettes forfaitaires post-stationnement (FPS) à son Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), déduction faite des coûts liés à la mise en œuvre du FPS.

Il est par ailleurs précisé, que les communes dont elles sont membres, encore compétentes en matière de voirie, conservent une partie du

FPS afin de financer les opérations de voirie sur leur territoire. Tel est le cas des communes d'Aubagne, Aix-en-Provence, Salon-de-Provence et Martigues.

Les modalités de reversement du produit des forfaits de post-stationnement par les communes concernées par la réforme à la Métropole Aix-Marseille-Provence, intégrant la refacturation des coûts de gestion annuel du forfait post-stationnement, font l'objet de conventions approuvées lors du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018. Ces conventions sont arrivées à échéance le 31 décembre 2019. Dans ce cadre la Métropole et les communes de Marseille, Cassis et la Ciotat, se sont rapprochées afin de reconduire ces conventions pour les 5 futures années. Les communes de Salon-de-Provence, Martigues, Aubagne et Aix-en-Provence, ont souhaité prolonger les conventions actuelles pour une durée de 3 ans en considérant le report du transfert de la compétence voirie le 1^{er} janvier 2023.

Conformément à la loi, le produit des forfaits post-stationnement reversé à la Métropole Aix-

Marseille-Provence doit être affecté à la réalisation des « opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation » (article L 2333-87-III du CGCT) sur le même principe que l'affectation de la dotation amendes versée par l'État. La collectivité doit déterminer chaque année, au mois d'octobre, l'affectation de ces recettes aux opérations définies à l'article R2333-120-19 du CGCT.

Le montant total du produit des forfaits post-stationnement perçu sur l'exercice 2020 sera alloué notamment au financement des opérations relevant du budget annexe transport relatives :

- Aux aménagements et équipements améliorant la sécurité des usagers, l'accueil du public, l'accès au réseau, les liaisons entre réseaux et avec les autres modes de transport ;
- Aux équipements assurant l'information des usagers, l'évaluation du trafic et le contrôle des titres de transport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- La délibération HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Les conventions relatives au reversement du produit des forfaits post-stationnement payant sur voirie à la Métropole Aix-Marseille-Provence conclues en 2018 pour une durée de deux ans, avec les communes de Marseille, Cassis, La Ciotat, Aubagne, Aix-en-Provence, Salon-de-Provence et Martigues ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les communes de Marseille, Cassis, La Ciotat, Aubagne, Aix-en-Provence, Salon-de-Provence et Martigues compétentes pour réglementer le stationnement et instituer une redevance de stationnement payant sur voirie sur leur territoire, ont instauré des forfaits post-stationnement (FPS) pour non-paiement total ou partiel de la redevance tarifaire de stationnement sur voirie ;
- Que le produit des FPS moins les frais de mise en œuvre est reversé à la Métropole-Aix-Marseille-Provence ;
- Que les communes d'Aix-en-Provence, Salon-de-Provence, Aubagne et Martigues compétentes en matière de voirie sur leur territoire conservent une partie du produit des FPS pour financer certaines opérations relevant de cette compétence ;
- Que les prévisions de recettes de FPS pour l'exercice budgétaire 2020 en partie, font apparaître que le solde ainsi reversé à la Métropole sera nul pour toutes les communes à l'exception de la Ville de Marseille et de Cassis ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence doit affecter annuellement le produit des FPS réellement perçu à des opérations destinées à améliorer les

transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation sur son territoire.

Emet un avis favorable sur l'approbation de l'affectation du produit des forfaits post-stationnement réellement perçus au titre de l'année 2020 sur les opérations relevant du budget annexe transport relatives aux aménagements et équipements améliorant la sécurité des usagers, l'accueil du public, l'accès au réseau, les liaisons entre réseaux et avec les autres modes de transport, l'information des usagers, l'évaluation du trafic et le contrôle des titres de transport.

Les recettes correspondantes seront constatées au budget annexe Transport des exercices 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Section de fonctionnement – Chapitre 75 Nature 754.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

10. Avis n°2021-064-Approbation du Plan de Mobilité métropolitain

Rapporteur : Mme Nathalie LEFEBVRE

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

1) Le contexte législatif et réglementaire :

Par délibération en date du 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole a lancé la démarche du Plan de Déplacements Urbains (PDU) sur le ressort territorial de la Métropole Aix-Marseille Provence. Le PDU a pour objet de définir l'organisation des déplacements des personnes et des marchandises, tous modes confondus, sur une période de 10 ans. C'est une démarche réglementaire de planification et de programmation qui indique les modalités de mise en œuvre ainsi que le financement de son plan d'actions.

Ce document, qui anticipe les évolutions à long terme de la politique de mobilité métropolitaine, vise un équilibre entre les besoins de mobilité, la protection de l'environnement, la santé et le renforcement de la cohésion sociale et urbaine. Il impose une coordination entre les acteurs institutionnels, associant l'Etat, la Région, le Département, les Communes, ainsi que les Autorités Organisatrices de la Mobilité Durable limitrophes de la Métropole.

Avec l'entrée en vigueur de la loi d'Orientations des Mobilités adoptée le 24 décembre 2019, applicable pour les PDU en cours d'élaboration au 1er janvier 2021, le projet de Plan de Déplacements Urbains devient Plan de Mobilité.

Selon l'article L1214-7 de la Loi Orientation des Mobilités, le Plan de Mobilité est compatible avec les SCOT en vigueur sur le périmètre métropolitain avec le Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Egalité du Territoire (SRADDET), approuvé par le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur le 26 juin 2019, ainsi qu'avec le Plan de Protection de l'Atmosphère des Bouches-du-Rhône (PPA), révisé le 17 mai 2013. Les Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi) doivent quant à eux être compatibles ou rendus compatibles avec le Plan de Mobilité. Le Plan de Mobilité est compatible avec le Plan Climat-Air-Energie Métropolitain (PCAEM) mentionné à l'article L22-26 du code de l'Environnement lorsque ce dernier recouvre un périmètre égal ou supérieur au ressort territorial de l'autorité organisatrice de la mobilité.

Par ailleurs, le Plan de Mobilité est en cohérence avec les orientations stratégiques des autres documents cadres de la Métropole (projet métropolitain, agenda économique...). Il participe ainsi à un projet d'aménagement d'ensemble qui articule urbanisme, mobilité et enjeux environnementaux. Le Plan de Mobilité, c'est aussi la première étape de mise en œuvre d'une stratégie de mobilité à l'horizon 2050. Son plan d'actions, établi pour les 10 prochaines années, sera ensuite décliné dans des plans locaux de mobilité (PLM), qui préciseront ces actions à l'échelle des 25 bassins de proximité définis sur la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le projet de PDU a fait l'objet d'une large concertation auprès des habitants, de mars 2018 à octobre 2019, à travers 19 ateliers thématiques répartis sur le territoire ayant réuni 436 personnes, deux enquêtes grand public ayant reçu 3 000 réponses ; puis un registre numérique qui a permis à 17 000 visiteurs de prendre connaissance du projet. La Métropole a également reçu 116 contributions écrites. Le processus s'est achevé avec la rencontre des communes et des territoires, aux fins d'assurer la cohérence du Plan de Mobilité avec les Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux. Le bilan de la concertation a été adopté par délibération du Conseil Métropolitain le 19 décembre 2019.

2) Les grandes orientations du Plan de Mobilité 2020-2030:

L'objectif du Plan de Mobilité consiste en premier lieu à lutter contre le réchauffement climatique et la pollution atmosphérique, en favorisant l'utilisation des modes de déplacement alternatifs à la voiture solo, et une meilleure organisation du transport de marchandises afin de contribuer efficacement à la préservation de la santé publique. Face à ces enjeux, et en s'inscrivant dans un horizon à 2050, la Métropole Aix-Marseille-Provence a

pour ambition de développer un système de mobilité pour tous, répondant à la diversité des besoins des habitants d'un territoire multipolaire. La stratégie du Plan de Mobilité représente une première étape, conditionnée par la mise en œuvre de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur (LNPCA) et la gare souterraine de Marseille Saint Charles, attendue au-delà de 2030, afin d'offrir un service de type RER métropolitain constituant l'armature structurante du réseau de transports en commun desservant les différentes polarités métropolitaines. Les autoroutes seront configurées pour permettre le développement des transports collectifs à haut niveau de service (cadencés avec des voies dédiées) et inciter à l'usage collectif de la voiture. Un réseau de pistes cyclables interconnectées et sécurisées maillera le territoire et desservira les pôles d'échanges multimodaux connectés au système global de mobilité. Le réinvestissement des centres-villes favorisera la convivialité, le lien social, le commerce de proximité et les filières courtes, accordant ainsi plus de place aux piétons, vélos et autres modes actifs, La transition énergétique de la mobilité, le télétravail, les achats à distance favoriseront également la qualité de la vie dans ces espaces. La chaîne logistique de transport de marchandises aura été restructurée, en s'appuyant principalement sur le réseau ferré et fluvial, et sur une organisation urbaine adaptée, peu consommatrice d'énergie et d'espace.

Le système de mobilité global est pensé dans une logique évolutive et agile pour intégrer les possibilités offertes par les innovations technologiques et sociétales (véhicules autonomes, décarbonés et connectés).

La Plan de Mobilité à 2030 constitue ainsi une étape vers cette vision à long terme de la mobilité métropolitaine. Il se décline selon 4 enjeux majeurs et 17 objectifs opérationnels, 7 leviers déclinés en 117 actions:

- « Un système vélo global », dans lequel le vélo a vocation à devenir un mode de déplacement du quotidien pour les courtes et moyennes distances. La Métropole prévoit un ensemble d'actions cohérentes pour bâtir un véritable système autour de deux volets : un réseau cyclable maillé et sécurisé, et des services pour faciliter son usage. Ce maillage principal sera complété par un réseau secondaire, élaborée à l'échelle des 25 plans locaux de mobilité, permettant la desserte des équipements de proximité, ainsi que le déploiement de plusieurs services : stationnement sécurisé, équipements, réparation, intermodalité, information, communication digitale et sensibilisation;

- « Un système de transport collectif performant ». Le Plan de Mobilité s'inscrit dans une stratégie à long terme qui vise à décliner le concept de « RER métropolitain ». Dans son plan d'actions à 2030, il en préfigure la première étape selon trois axes :

- Débloquer et moderniser le nœud de St-Charles, qui contraint le développement et la fiabilité du système ferroviaire ;
- Développer le Réseau Express Métropolitain : un réseau de transport interurbain ferroviaire et routier rapide, fiable et à haut niveau de service ;
- Réaliser plus de 200 km de THNS urbains (Transport à Haut Niveau de Service): métro, tramway, transport par câble et bus à haut niveau de service (Bus+), sur 14 communes.

« Un système routier réinventé, innovant, efficace et durable ». La stratégie de ce système repose prioritairement sur la réduction de la circulation automobile, l'introduction de la multimodalité et la hiérarchisation de ce réseau de manière à optimiser son usage, ainsi que sur un système logistique plus durable favorisant le fret ferroviaire et fluvial.

- « Un réseau hiérarchisé de pôles d'échanges multimodaux (PEM) », situé au cœur des politiques de mobilité. Les PEM sont les garants de l'intermodalité, les pivots du système de mobilité métropolitain, le lieu où les usagers trouvent un panel de services de mobilité à leur disposition, adapté, varié et complémentaire.

- « Des espaces publics partagés et attractifs », confortables et accueillants, condition déterminante pour développer les modes actifs et ainsi améliorer le cadre de vie et la santé des métropolitains. La Zone 30 devient la référence métropolitaine en matière d'aménagement des voies locales notamment des centres-villes. En matière de livraisons les communes de la Métropole devront harmoniser leur réglementation d'ici 2025. Le Plan de Mobilité organise la maîtrise et la régulation du stationnement afin de contribuer au report modal vers les transports collectifs et les modes actifs, en contraignant le stationnement dans les centres-villes, en particulier celui des actifs sédentaires, en le

redéployant notamment dans les parcs-relais.

- « Un service de mobilité simple, agile et accessible à tous », ces services devront être simples d'accès pour tous, à travers la tarification, l'achat des titres de transport et l'information. Ils devront également intégrer un bouquet de services publics et privés, facilitant la multimodalité. Le droit à la mobilité implique d'accompagner les publics les plus fragiles dans leurs pratiques et besoins, via des services dédiés avec une tarification adaptée.

- Se donner les moyens de réussir », dans la mise en œuvre des actions du Plan de Mobilité, de manière coordonnée, en lien avec les différents partenaires impliqués et acteurs concernés. Le Plan de Mobilité prescrit 6 schémas stratégiques (Schémas directeurs : des Transports Collectifs en Site Propre, du stationnement, de la logistique, des modes actifs, schéma armature ferroviaire, schéma stratégique de la voirie structurante) définissant le cadre et la vision à 2050 de la mobilité métropolitaine. Ces schémas alimenteront les 25 Plans Locaux de Mobilité.

La nature multipolaire et la très grande taille de la Métropole nécessitent de développer une approche de proximité, destinée à favoriser l'appropriation du Plan de Mobilité par les habitants et les communes, à l'échelle locale. Six bassins de mobilités ont été identifiés sur la base de différentes études et outils d'analyse territoriale. Ils ont été subdivisés en 25 bassins de proximité, sur la base de critères de continuité, de cohérence et de densité, correspondant à une logique de bassin de vie. C'est sur ces périmètres que les actions du Plan de Mobilité seront déclinées, dans le cadre des futurs plans locaux de mobilité à raison de 5 plans par an sur 5 ans. Cette déclinaison s'opérera au plus près du terrain, et en association étroite avec les acteurs locaux.

L'approche par levier d'actions et leur déclinaison territoriale sont complétées par une vision transversale, mettant l'accent sur 6 thèmes à fort enjeux métropolitains : l'enseignement et la jeunesse, les zones d'activité et d'emploi, le tourisme, les loisirs et la vie nocturne, la cohésion sociale, la logistique et la cohérence entre urbanisme et transports.

Conformément à l'article R1214-1 du code des transports, le Plan de Mobilité a fait l'objet d'une évaluation basée sur son programme d'actions. Cette évaluation porte sur les points suivants :

l'évolution des parts modales, l'impact du projet de PDU sur l'environnement, la qualité de l'air, la santé publique (modes actifs), les GES (Gaz à effet de Serre), et la consommation d'espace. Une analyse mesure l'impact financier du programme d'actions notamment sur le budget métropolitain avec les modalités de financement en investissements et fonctionnements. Cette évaluation montre que les objectifs sont globalement atteints.

La réalisation de ces objectifs, la réponse au défi climatique et à l'amélioration de la qualité de vie des métropolitains, requièrent des moyens financiers à la hauteur du rattrapage attendu. Ainsi, la « Métropole de projet » se concentre sur les projets structurants portés par son Plan de Mobilité, et doit obtenir le soutien des maîtres d'ouvrages concernés, en premier lieu celui de l'Etat. La réunion de ces éléments est la condition indispensable pour répondre au défi climatique et améliorer la qualité de vie des métropolitains.

3) La consultation des personnes publiques associées

Par délibération en date du 19 décembre 2019, le Conseil métropolitain a arrêté le projet de PDU. Conformément aux conditions d'élaboration fixées par voie réglementaire, le projet de PDU est soumis, pour avis aux personnes publiques associées (PPA) constituées des 92 communes métropolitaines, des Départements des Bouches du Rhône, du Var et du Vaucluse et de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ainsi que les autorités administratives compétentes de l'Etat concernées, soit 97 personnes publiques associées.

Le projet de PDU étant soumis à une évaluation environnementale, l'autorité environnementale représentée par la Mission Régionale d'Autorité environnementale dite MRAe est également consultée pour avis. Pour mémoire cet avis ne porte pas sur l'opportunité du projet de PDU mais sur la qualité de l'évaluation environnementale produite et la prise en compte de l'environnement par ce dernier. Cet avis qualitatif vise à améliorer la conception du projet et la participation du public.

Initialement, prévue du 14 février jusqu'au 15 mai 2020, la consultation des personnes publiques associées, a été prorogée en raison de l'état d'urgence sanitaire, jusqu'au 28 août 2020, soit 6 mois au lieu de 3. Face à une deuxième vague de la pandémie et au 2^{ème} confinement de novembre 2020 (décret du 14 octobre 2020 portant déclaration d'état d'urgence sanitaire), l'organisation de l'enquête publique initialement prévue entre le 04 novembre 2020 et le 10 décembre 2020 a été reportée. Ces reports et décalage ont entraîné

l'obligation pour le projet de PDU de se conformer aux dispositions de la Loi d'Orientation des Mobilités applicables au 1^{er} janvier 2021.

Le projet de PDU a donc été soumis à l'avis de la nouvelle catégorie des personnes publiques associées dites « limitrophes ». Ainsi, aux 97 consultations des personnes publiques associées en février 2020, les 6 agglomérations environnantes concernées ont été consultées du 14 janvier 2021 au 15 avril 2021. Il s'agit des Agglomérations de Durance-Lubéron-Verdon, de Provence Verte, de Terre de Provence, de Sud Sainte Baume, de Lubéron-Monts de Vaucluse, d'Arles-Crau Camargue-Montagnette.

Sur l'ensemble des 103 personnes publiques consultées, 37 ont émis un avis dans les délais réglementaires impartis, dont l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les départements des Bouches-du-Rhône, du Var et du Vaucluse, 26 communes métropolitaines et 5 personnes publiques associées limitrophes.

L'ensemble de ces avis a été soumis à la commission d'enquête. Il est à noter qu'un certain nombre d'avis sont parvenus hors délais ou non notifiés à la Métropole. Ces collectivités ont eu la possibilité néanmoins de déposer leur avis durant le temps de l'enquête publique. C'est le cas notamment de la Ville de Marseille.

a. L'avis de la Mission régionale d'autorité environnementale PACA (MRAe)

L'avis délibéré de la MRAe PACA sur le projet de PDU 2020-2030 précise que c'est le premier Plan de Mobilité à l'échelle de ce vaste territoire. Les principaux enjeux environnementaux identifiés par la MRAe sont : la qualité de l'air, les nuisances sonores et les risques sanitaires associés, la lutte contre le changement climatique et les émissions de gaz à effet de serre, la limitation de la consommation d'espaces et de l'étalement urbain, en favorisant le développement autour des centralités urbaines et des pôles d'activités, la préservation de la biodiversité et le maintien des continuités écologiques. La MRAe souligne l'importance de la cohérence entre urbanisme et transport afin de limiter le volume global des déplacements et faciliter les reports modaux.

La MRAe note l'inflexion du projet de PDU, qui tranche avec les politiques passées, souvent tournées vers l'usage de la voiture. Cependant, elle considère que le projet de PDU dans sa forme actuelle manque encore d'ambition notamment en termes de réduction du nombre quotidien de véhicules sur le réseau routier, et vis-à-vis des enjeux de santé publique. Le projet de PDU apparaît par ailleurs peu précis, avec des déclinaisons à venir, sous forme de schémas sectoriels stratégiques et de plans locaux de mobilité qui devront renforcer encore,

et non amoindrir, les ambitions de report modal et de prise en compte des enjeux environnementaux.

b. L'avis des personnes publiques associées:

D'une façon générale, le projet de PDU a été bien accueilli par l'ensemble des personnes publiques associées.

Le Préfet, dans son avis, salue le projet de PDU qui constitue une étape clé de la stratégie de mobilité à l'échelle métropolitaine, ainsi que la qualité du travail effectué dans un délai contraint. Il souhaite néanmoins des améliorations pour relever les défis climatiques, de santé et de cohésion sociale ainsi qu'une clarification des modalités de financement et de hiérarchisation des opérations.

La Région donne un avis favorable en précisant que le projet de PDU intègre les ambitions du SRADDET relatives à la mobilité et au transport de marchandises et de manière plus globale celles concernant la lutte contre le changement climatique, la non-consommation d'espaces naturels et agricoles. Le PDU est ainsi cohérent avec la politique régionale déclinée dans le SRADDET. Elle émet cependant des réserves sur les objectifs de diminution de la pollution atmosphérique, inférieurs à ceux du SRADDET, sur le niveau d'ambition trop faible sur la politique vélo, et la soutenabilité financière du projet.

Sur les 92 communes saisies pour avis, 26 ont répondu par un avis délibéré ou un courrier.

Par conséquent il est à considérer que 66 avis sont réputés favorables.

Parmi l'ensemble des communes ayant répondu, 14 ont délibéré un avis favorable sans réserve, 7 avec réserve, et un avis défavorable émanant de la commune de Marignane. 4 communes ont demandé des précisions par courrier.

La commission d'enquête publique relève que la concertation préalable a pu proposer une vision territorialisée, permettant de mieux comprendre les enjeux métropolitains et locaux.

4) L'enquête publique

Conformément aux dispositions du code de l'environnement, assorti des avis des personnes publiques associées, l'enquête a pu être organisée entre le 20 avril 2021 et le 21 mai 2021. 106 lieux d'enquête ont été ouverts sur le territoire métropolitain dans toutes les communes et mairies annexes de Marseille et d'Aix-en-Provence. La commission d'enquête, désignée par le Tribunal Administratif de Marseille était composée de 3 membres et un suppléant. Elle a organisé 24 permanences physiques, au cours desquelles 69 personnes ont été reçues par les commissaires, 30

entretiens téléphoniques au cours de 3 permanences dédiées. Plus de 1000 observations ont été déposées et 953 observations ont été consignées sur le registre numérique d'enquête publique.

La commission d'enquête souligne dans ses conclusions que la Métropole a su tenir compte des contraintes sanitaires liées à la pandémie et assurer les meilleures conditions possibles pour le bon déroulé de l'enquête publique. Elle souligne également qu'un nombre très important de personnes, de collectifs, d'institutions et de collectivités territoriales ont pu exprimer leur avis, déposer leurs requêtes sur le projet, mais aussi, pour certains, faire des propositions sous forme de dossiers, permettant ainsi à la commission d'enquête de dégager des centres de préoccupation ou d'inquiétude au regard de la politique de mobilité, notamment sur le bassin marseillais.

Il est à noter que la nouvelle municipalité de Marseille, élue en mars 2020, a déposé une délibération en date du 5 octobre 2020 lors de l'enquête publique, exprimant son avis sur le projet de PDU.

La commission d'enquête a remis son rapport et ses conclusions le 19 juillet 2021, émettant un avis favorable sur le projet de PDU, assorti de 4 réserves et 6 recommandations ainsi qu'une recommandation de « dernière minute ».

L'ensemble des contributions ainsi que le rapport de la commission d'enquête sont consultables sur le site de la Métropole : <https://www.ampmetropole.fr/actualites/lancement-enquete-publiquePDU-metropolitain> ainsi que sur le registre numérique : <https://www.registre-numerique.fr/plandeplacements-urbains-metropole-amp>

5) La prise en compte des réserves

Réserve n° 1

La commission relève que la ville de Marseille a versé au dossier de l'enquête publique une délibération en date du 05 octobre 2020, portant sur un nombre conséquent de points relatifs à la mobilité sur son territoire communal. Elle demande à ce que tous ces points soient expressément pris en considération. Elle précise qu'il appartient à la Métropole de rencontrer les acteurs décisionnaires de la Ville afin d'engager un travail constructif dans le but d'intégrer tout ou partie de ces points dans le Plan de Mobilité à approuver.

Dans ce sens et afin de lever la réserve, la Métropole a :

- Rencontré la Ville de Marseille au cours de deux réunions en dates du 27 octobre et du 09 novembre 2021,

afin d'échanger sur les points soulevés dans sa délibération ;

- Apporté des modifications de rédaction sur les actions traitant du levier système de vélo global (V04) et espaces publics partagés (EP03), afin de tenir compte des observations formulées par la ville. Il s'agit des points relatifs aux modes actifs (7 points sur les 13 proposés ont fait l'objet d'une modification de rédaction) ;

- Apporté des explications concrètes à la Ville de Marseille illustrant une préoccupation partagée et commune de voir les objectifs du Plan de Mobilité atteint. Cela concerne essentiellement les sujets relatifs au développement des modes actifs (6 points sur les 13), la tarification, le développement du réseau de Transport par Tramway et par câble ;

- Engagé pour le Boulevard Urbain Sud, des réflexions avec la Ville de Marseille afin d'étudier des alternatives au projet, depuis le chemin du Roy d'Espagne jusqu'à la Pointe Rouge, afin de répondre aux besoins de mobilité de ce secteur, tant en matière de transport collectif, notamment d'insertion du B5, que de modes actifs ;

- Précisé pour le Tunnel Schœling que les trémies aérauliques de traitement des fumées polluantes feront l'objet d'une attention particulière afin de réduire l'impact sur les espaces végétalisés du parc du 26^{ème} centenaire ;

- Précisé que le schéma directeur des transports collectifs en site propre devra notamment évaluer un tramway vers les plages du Prado à Marseille, entre Aubagne et la Barasse, le Merlan et St Jérôme depuis la Belle de mai, un THNS sur la Rd4 nord voire au-delà en direction d'Allauch et Plan de Cuques.

Réserve n° 2

La commission demande à la Métropole de se conformer à l'obligation réglementaire en application des dispositions de l'article R1214-1 du code des transports, en intégrant au projet de PDU « *une étude des modalités de son financement et de la couverture des coûts d'exploitation des mesures qu'il contient* ».

L'étude des modalités de financement et de couverture des couts d'exploitation des mesures du Plan de Mobilité figure en page 301 et suivantes du document. Elle a été précisée et actualisée pour répondre à la réserve de la

commission d'enquête. En outre, la Métropole entend souligner l'implication de l'Etat dans le financement des projets structurants de transports collectifs. Ainsi, le projet de loi de finances 2022 aux articles 20 et 22, prévoit de débloquent un milliard d'euros pour les transports métropolitains du quotidien dans le cadre du Plan « Marseille en Grand ». Ce soutien est constitué d'un amendement du Gouvernement qui inscrit 256 M€ de subventions pour financer les infrastructures de transports collectifs du quotidien. Cette subvention sera portée par le budget de l'agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF). A cette subvention s'ajoute une enveloppe de 744 M€ d'avances remboursables, dans le cadre d'un amendement du Gouvernement qui crée un nouveau programme dédié au sein du compte de concours financiers « avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics ». L'adoption définitive du projet de loi de Finances 2022 est prévue fin décembre 2021.

Réserve n°3

La commission demande à corriger l'incohérence entre le projet de PDU et le Plan d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, débattu en septembre 2019.

A ce titre, la Métropole rappelle qu'il ressort des dispositions de l'article L. 131-4 du Code de l'urbanisme que les PLUi sont compatibles ou rendus compatibles avec les plans de mobilité prévus à l'article L. 1214-1 du code des transports et non l'inverse.

Néanmoins, la Métropole est attentive à une organisation harmonieuse des différents documents de planification afin d'assurer une gestion cohérente du territoire. Ainsi une analyse approfondie du PADD et des contributions de la commune d'Auriol a permis d'identifier et préciser l'origine de la demande de la Commune.

La nouvelle municipalité d'Auriol vise 5 éléments non contenus dans le PADD débattu en septembre 2019, et indique qu'elle souhaiterait les ajouter dans le projet de PLUi ou le modifier. Ainsi, le PADD tel qu'il a été débattu en septembre 2019 est bien cohérent avec le Plan de Mobilité.

Des échanges avec la commune d'Auriol ont d'ores et déjà permis d'accéder à sa demande sur le volet de l'amélioration des liaisons vers Aix-en-Provence et l'aménagement d'un parking relais à proximité du péage.

Réserve n°4

La commission demande à ce que le Plan de Mobilité tienne strictement compte des dispositions contenues dans le SRADDET,

répondant ainsi aux réserves émises par l'Etat et la Région. La Métropole rappelle les règles de compatibilité : selon l'article L. 1214-7 du Code des Transports, le Plan de Mobilité doit prendre en compte les objectifs du SRADDET et être compatible avec les règles générales du fascicule de ce document. A cet égard, le tableau de prise en compte des objectifs du SRADDET ainsi que de la compatibilité aux règles a été complété et précisé. En outre, afin de tenir compte de la réserve de l'Etat et de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, reprise par la commission, qui soulève un manque d'ambition du projet en raison d'objectifs estimés insuffisants, portants notamment sur l'objectif de part modale vélo; il est proposé de l'améliorer en passant ce dernier de 5% à 7%. Pour ce faire, la Métropole engage un budget supplémentaire qui sera affecté à la réalisation du réseau cyclable secondaire, estimé à 80 millions d'euros, portant ainsi le budget global affecté aux infrastructures cyclables à 100 millions au lieu de 20 millions prévus dans le projet de PDU arrêté.

La disponibilité des données de l'Enquête Mobilité Certifiée CEREMA réalisée en 2019 et 2020 sur le territoire de la Métropole, a par ailleurs permis d'intégrer une hypothèse de développement du télétravail: 33% de télétravailleurs, dont 17% réguliers, télétravaillant 22% des jours ouvrés. Cette hypothèse permet de diminuer d'environ 2,5 % les distances parcourues en voiture par rapport à 2012. Sur la base de ces données, l'impact de l'augmentation de part modale vélo (7%) et de prise en compte du télétravail, génère une réduction de trafic de 3%. Ces éléments permettent d'atteindre une réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) de 2% supplémentaires, passant de -26% à -28%, sans toutefois atteindre une réduction de -35%, prévue au SRADDET pour la mobilité.

Ainsi, il est à noter que l'objectif de la baisse des émissions de GES prévu au Plan de Mobilité de -28% en 2030, est compatible avec les objectifs fixés par le projet de PCAEM. A noter que cette baisse permet d'atteindre les objectifs de la Stratégie Nationale Bas Carbone de mars 2020. En effet, la Loi Climat-Energie du 8 novembre 2020 a confié à la SNBC la mission de définir la « *marche à suivre pour atteindre les objectifs nationaux de neutralité carbone. La SNBC2 modifie les objectifs assignés à la mobilité à -28% entre 2015 et 2030 et non plus 35%, en faisant le constat que les faibles prix des énergies ces dernières années, des gains d'efficacité énergétique pour les véhicules neufs moins importants que prévus, le décalage entre émissions théoriques des véhicules et émissions réelles, la reprise de l'activité économique et le décalage au regard de l'ambition en termes de report modal* »

conduisaient à estimer les émissions du secteur, supérieures aux cibles envisagées initialement. Par conséquent, les objectifs ont été revus à la baisse pour le secteur des transports. Ce constat est partagé par AtmoSud qui a pris comme données d'entrée pour l'évaluation du Plan de Mobilité les données de la SNBC. Ainsi la SNBC s'appuie sur un contexte actualisé pour définir des objectifs de baisse des GES.

Le tableau ci-dessous précise de quelle manière la Métropole a fait évoluer ses objectifs afin de prendre en compte l'objectif le plus ambitieux entre celui du SRADDET et celui du projet de PCAEM, avec lequel le Plan de Mobilité doit également être compatible.

Sources des objectifs du Plan de Mobilité *	Objectifs du Plan de Mobilité	Objectifs du Plan de Mobilité
GES	SNBC2	-28%
NOX	PCAEM	-75%
PM10	SRADDET	-47%
PM2,5	SRADDET	-55%
COVNM	SRADDET	-37%
ENERGIE	PCAEM	-29%
POPULATION EXPOSÉE	PPA	0

* Prise en compte des objectifs les plus ambitieux, sauf pour la baisse des GES (intégration des évolutions de la Stratégie Nationale Bas Carbone 2)

6) Le traitement des recommandations de la commission

Le rapport de la commission est également assorti de 6 recommandations auxquelles a été ajoutée une 7^{ème} de « dernière minute ».

a. Première recommandation

Cette recommandation repose sur le principe selon lequel les Plans Locaux de Mobilité emporteraient la définition de certains objectifs du Plan de Mobilité, de sorte que l'équilibre général du plan nécessiterait une nouvelle concertation et une nouvelle enquête publique. La Métropole ne suit pas cette recommandation car le Plan de Mobilité précise dans l'action M04 qu'il « est directement opérationnel concernant les mesures de portée générale ou des projets d'échelle métropolitaine. Il ne peut cependant traiter tous les sujets d'échelle locale qui contribuent à sa réussite dans le détail. C'est pourquoi il déclinera ses actions dans des Plans Locaux de Mobilité en concertation avec les communes et les acteurs locaux ». Les PLM n'ont pas vocation à modifier le Plan de Mobilité et par conséquent n'impliquent pas une enquête publique. Ils précisent et déclinent

localement les actions du Plan de Mobilité, en concertation avec les acteurs locaux. Le Plan de Mobilité fera cependant l'objet d'une évaluation à mi-parcours, et pourra si besoin, donner lieu à des ajustements.

b. Seconde recommandation :

La commission constate l'engouement des associations d'usagers pour les déplacements à vélo et suggère de les associer plus étroitement au développement du plan. La Métropole suit cette recommandation en précisant que les associations ont été associées à la réalisation du Plan de Mobilité à travers un atelier spécifique organisé le 15 mai 2019, dont les conclusions sont consultables dans le bilan de la concertation annexé au plan. Elles seront associées à l'évaluation annuelle du Plan de Mobilité avec l'ensemble des acteurs ayant contribué à l'élaboration du document. Elles seront également associées à la concertation des plans locaux de mobilité pour notamment préciser le contour des réseaux secondaires cyclables.

c. Troisième recommandation

La commission recommande que le rapport en cours d'élaboration par la mission interministérielle sur la création de l'Etablissement Public d'Investissement à fiscalité propre, soit joint au projet. La création de l'Etablissement a été écartée par l'Etat au profit de celle d'un groupe d'Intérêt Public de financement des transports en cours de discussion. Par conséquent la production de ce document n'est plus d'actualité.

d. Quatrième recommandation

La commission recommande de laisser un accès libre au registre d'enquête publique ainsi qu'aux différentes contributions versées. La Métropole suit cette recommandation et précise que le registre numérique d'enquête publique n'a pas été clôturé. L'ensemble du dossier du Plan de Mobilité, le rapport de la commission d'enquête et les contributions sont consultables pendant une année à compter de la date de remise du rapport de la commission le 19 juillet 2021.

e. Cinquième recommandation

La commission recommande de mettre en conformité les documents du Plan de Mobilité avec les nouvelles dispositions de la Loi d'Orientation des Mobilités. La Métropole suit cette recommandation et précise que les travaux d'élaboration ont été conduits à la lumière des travaux préparatoires de la LOM. Les quelques points qui restaient à préciser le sont dans le document définitif (itinéraires cyclables continus et sécurisés et franchissements de passage à niveau). Par ailleurs, la nouvelle dénomination : « Plan de

Mobilité » remplace celle de « Plan de Déplacements Urbains ».

Elle recommande également de modifier la période de validité du projet 2020-2030 en la décalant de deux ans, soit 2022-2032. Le projet de PDU a été arrêté en 2019 au regard d'un projet précis indiquant les conditions de son financement et de sa réalisation. Il ne peut être décalé dans le temps sans remettre en cause l'équilibre général du projet et donc l'ensemble de la démarche. En revanche, le document a été actualisé avec les dernières informations disponibles en matière d'avancée des projets. La Métropole ne suivra pas cette recommandation et conservera la période de validité de 2020-2030.

f. Sixième recommandation

La commission recommande à la Métropole de puiser dans le millier de contributions pour améliorer le plan de Mobilité. La Métropole suit cette recommandation et indique que pour l'action M04, les contributeurs associatifs sont et seront associés à l'élaboration des plans locaux de mobilité à l'occasion de la concertation en vue de vérifier l'adaptation du projet et son enrichissement en total compatibilité avec les enjeux, objectifs et actions énoncées dans le Plan de Mobilité.

g. Recommandation de dernière minute :

La commission recommande de tenir compte des dernières avancées issues de la nouvelle loi sur la stratégie nationale bas carbone 2 (SNBC2), dont les décrets d'application ont été publiés le 21 avril 2020. La Métropole suit cette recommandation et indique qu'elle a tenu compte des dernières avancées en matière d'évaluation des émissions des véhicules terrestres à moteur produites par les constructeurs automobiles. Elle a adapté son évaluation en conséquence, en tenant compte du développement d'un parc auto moins émetteur, et ainsi modifié l'objectif de réduction de -28% d'émission de gaz à effet de serre (GES) à l'horizon 2030. Pour mémoire, le Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Egalité du Territoire de la Région Sud, approuvé le 26 juin 2019, indique un objectif de -35%. La SNBC2 vise par ailleurs la décarbonation complète du secteur en 2050 à l'exception du secteur aérien.

7) Les évolutions du dossier après l'enquête publique

De manière générale, les réserves et recommandations font écho aux axes d'amélioration pointés par les Personnes Publiques Associées. Ce faisant, les réponses positives apportées par la Métropole aux réserves et recommandations formulées par la Commission d'Enquête vont dans le sens des améliorations souhaitées par les Personnes Publiques Associées.

Concernant en particulier:

- La prise en compte de l'avis de la commune de Marseille formulé au cours de l'enquête publique, ayant fait l'objet d'une délibération en date du 5 octobre 2020 et versée à l'enquête publique
- Les précisions apportées sur les conditions de financement des investissements pour la réalisation des infrastructures de transport et la soutenabilité financière du Plan de Mobilité;
- L'amélioration du projet permettant de diminuer son impact environnemental en augmentant la part modale du vélo et d'améliorer son efficacité pour la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre.

Par ailleurs, des erreurs matérielles relevées lors de l'enquête publique ont nécessité des corrections. Des ajustements mineurs participant notamment à l'amélioration de la lisibilité et de la compréhension du document ont été effectués.

De plus, la déclaration d'utilité publique du Boulevard Urbain Multimodal LINEA ayant été annulée et les voies de recours purgées en 2020 après l'arrêt du projet de PDU, il n'est plus opportun de maintenir cette opération dans le levier « Système routier réinventé, innovant, efficace et durable ». Cependant la Métropole souhaite engager une réflexion sur le devenir de ces emprises dans le cadre d'une démarche conjointe aménagement/mobilité.

L'annexe environnementale du Plan de Mobilité a été actualisée en prenant en compte les évolutions du calcul des émissions de polluants et gaz à effet de serre, et des précisions ont été apportées sur la prise en compte des objectifs du SRADDET et de la compatibilité du projet aux règles de ce document stratégique.

Il a également été tenu compte, lors de la rédaction du Plan de Mobilité, des travaux parlementaires d'élaboration de la Loi d'Orientation des Mobilités. A la suite de l'approbation de cette Loi postérieurement à l'arrêt du projet, des modifications complémentaires ont été intégrées, apportées. L'ensemble de ces adaptations ne modifient pas l'économie générale du Plan de Mobilité tel qu'arrêté par le Conseil de la Métropole le 19 décembre 2019.

Le plan de mobilité d'Aix-Marseille-Provence, modifié de façon à tenir compte des résultats de l'enquête publique, est annexé à la présente délibération. Il est constitué des pièces suivantes :

- Plan de Mobilité 2020-2030 Aix-Marseille-Provence ;

- Le Rapport d'évaluation environnementale et le résumé non technique;
- Annexe 1 : L'état initial de l'environnement;
- Annexe 2: Les évaluations AtmoSud
- Annexe 3 : L'évaluation Acoucity ;
- Annexe 4 : l'annexe accessibilité
- Annexe 5 : la note financière
- Le bilan de la concertation;

8) Les avis du comité des partenaires et des conseils de territoire

Conformément aux dispositions de la loi LOM, le Plan de mobilité a été soumis à l'avis consultatif du comité des partenaires le 24 novembre 2021.

Conformément à l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, les Conseils de Territoire ont été saisis pour avis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'Orientation des Mobilités (LOM) ;
- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs (LOTI) ; □ La loi n°96-1236 du 31 décembre 1996 relative à l'Air l'Utilisation Rationnelle de l'Energie (LAURE) ;
- La loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain ;
- La loi n°2010 788 du 12 juillet 2010 relative à l'engagement national pour l'environnement, « Grenelle II » ;
- La loi n°2011-12 du 5 janvier 2011 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit européen ;
- L'ordonnance n°2016-1060 du 3 août 2016 relative à l'organisation de la consultation locale;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République;
- Le décret n° 2020-1254 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire ;
- Le décret n°2020-457 du 21 avril 2020 portant nouvelle stratégie nationale bas carbone (SNBC2) ;
- La délibération du 14 décembre 2017 qui approuve l'engagement de l'élaboration du Plan de Déplacements Urbains de la Métropole (PDU) et définit les modalités de la démarche ;
- La délibération du 19 décembre 2019 qui arrête le projet de Plan de Déplacements Urbains de la Métropole (PDU) ;
- La délibération du 19 décembre 2019 portant bilan de la concertation du projet du Plan de Déplacements Urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence (PDU) ;
- La délibération du 17 décembre 2020 relative à la création du comité des partenaires en vertu de l'article L 1231-5 du code des transports ;
- L'avis de l'autorité environnementale du 14 mai 2020 ;
- La décision du Tribunal Administratif de Marseille n°E20000042/13 du 24 juillet 2020 portant désignation de la commission d'enquête ;
- L'arrêté du 13 octobre 2020 relatif à l'ouverture et organisation de l'enquête publique du projet de Plan de Déplacements Urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence (2020-2030) ;
- L'arrêté du 30 octobre 2020 relatif à l'abrogation de l'arrêté du 13 octobre 2020 et report de l'enquête publique relative au projet de Plan de Déplacements Urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence (2020-2030).
- L'arrêté du 19 mars 2021 relatif à l'ouverture et l'organisation de l'enquête publique relative au projet de Plan de Déplacements Urbains (PDU) de la Métropole Aix-Marseille-Provence 20202030
- Les avis des personnes publiques associées recueillis entre les 17 février 2020 et le 28 août 2020 ;
- Le rapport de la commission d'enquête sur le Plan de Déplacements Urbains, les conclusions rendant un avis favorable assorti de 4 réserves et 7 recommandations ;
- Les modifications apportées afin de lever les réserves émises par la commission dont le détail est joint en annexe ;
- L'avis du comité de partenaires;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;;

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Emet un avis favorable sur l'approbation du Plan de Mobilité 2020-2030 de la Métropole Aix-Marseille Provence

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

Attractivité, tourisme, international, culture, sports, grands événements

11. Avis n°2021-065-Organisation de Repertours à destination des repéreurs, régisseurs, scénaristes, réalisateurs, producteurs nationaux

Rapporteur : Mme Nathalie LEFEBVRE

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a identifié la filière des Industries créatives, dont le cinéma et l'audiovisuel, comme une filière stratégique dans le cadre de son Agenda du Développement Économique approuvé par la délibération n° ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017.

En effet, le territoire de la Métropole est de plus en plus attractif, car il dispose d'équipements structurants et innovants et propose une variété de décors qui le rendent incontournable. Il accueille en moyenne 650 productions par an, représentant plus de 1 700 journées de tournage. Aussi, la filière cinéma, audiovisuel, animation et web création est porteuse de fortes retombées économiques et touristiques et représente un potentiel important en termes d'emplois avec plus de 1 500 professionnels.

Depuis plusieurs années, le Pays de Martigues s'est engagé dans le développement de la filière cinéma, audiovisuel, animation et web création. Il est doté de nombreux atouts qui participent à la construction de la filière et complètent l'offre proposée sur l'ensemble du territoire métropolitain : un des plus grands complexes de production de France (Provence Studios installé à Martigues), un studio de production virtuelle (The Next Stage), un plateau de tournage en décors naturels (Camping Paradis), un pôle multimédias d'information - télévision locale, web et radio (Maritima Médias).

Il est également pourvu d'un tissu actif de TPE/PME spécialisées, notamment dans les métiers de l'image et du son, dans la location de matériel (stations de montage, décors, mobiliers, accessoires) et de prestations de services (production, post production, postsynchronisation, motion capture, communication, sécurité, VFX - effets spéciaux, transport, prises de vue aériennes).

La diversité des paysages, entre nature et industrie, terre et eau, sites historiques et architecture contemporaine, l'ensoleillement exceptionnel, la qualité des services publics, la proximité des infrastructures de transport, font du Pays de Martigues un territoire reconnu par les professionnels de la filière. Il accueille près de 130 tournages par an, dont des longs métrages comme Overdrive, Gaston Lagaffe, Les Déguns, Vagabondes, Bac Nord, Titane, Les volets verts ou YSAD, mais aussi des séries comme Camping Paradis, La Stagiaire, Léo Mattei brigade des mineurs, Plus belle la vie et dernièrement Une si longue nuit, Léa ou Serpent Queen.

Le territoire métropolitain se mobilise aussi sur différents événements comme le Festival de Cannes, le MIPCOM ou Cannes Séries, le Salon des lieux de tournages à Paris, le Web Fest et le FID à Marseille ou le SMR13 à Saint-Mitre-les-Remparts. Autant d'occasions de promouvoir le territoire et de développer le réseau de professionnels intéressés à venir découvrir les ressources, décors et savoir-faire de la Métropole.

Enfin, en 2018 le Conseil de la Métropole a approuvé le principe d'une intervention métropolitaine, complémentaire à celle de la Région, en matière de soutien aux œuvres audiovisuelles et cinématographiques.

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues souhaite poursuivre et compléter l'action engagée dans ce domaine, en organisant une ou plusieurs opérations de promotion et d'accueil dits « Repertours » à destination des repéreurs, régisseurs, scénaristes, réalisateurs, producteurs nationaux.

Un Repertour se caractérise par un focus sur les décors, des visites de lieux atypiques, une immersion dans les quartiers et villages, des moments avec des personnalités du territoire et des rencontres avec les professionnels de l'écosystème (corporations, productions, techniciens, comédiens, industries techniques et entreprises spécialisées). L'objectif est de susciter l'écriture et l'adaptation de films ou de séries en lien avec l'histoire ou les caractéristiques du territoire, mais aussi d'en promouvoir les atouts, les décors pour attirer des tournages et faire rayonner son image. C'est aussi une manière de rassurer les productions nationales sur l'efficacité des équipes techniques en Région et l'expertise des

prestataires de services et des industries techniques, dont les studios, installés sur le territoire. Enfin c'est l'occasion de réunir les professionnels locaux, pour développer leur réseau et favoriser des premiers contacts à pérenniser dans le temps.

Afin de mener à bien ces opérations de promotion et faire connaître le territoire métropolitain en tant que « Terre de création et de tournage », le Pays de Martigues prévoit d'accueillir des professionnels dans le cadre d'une ou deux opérations, d'une durée de 2 à 3 jours chacune au printemps et/ou à l'automne 2022. Les dépenses engagées à ce titre concerneront les frais réels de voyage et de séjour des personnalités invitées (train ou avion, hôtellerie, restauration, transport en taxi ou location de véhicule de tourisme, visite en bateau). Le montant variera en fonction du nombre d'invités (6 à 8) et du nombre de nuitées (1 à 2) et des partenariats engagés pour organiser les opérations. Il sera d'un maximum 6 000 euros.

Les professionnels participant au Repertour seront sélectionnés au niveau national parmi ceux qui auront notamment manifesté leur intérêt à venir écrire et tourner sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et plus particulièrement en Pays de Martigues. Ils auront soit engagé une démarche auprès de la Mission Cinéma et Audiovisuel, soit été recommandés par des professionnels du réseau qui participent activement au développement de la filière sur le territoire. Des entretiens seront réalisés par la Mission Cinéma et Audiovisuel afin de qualifier les besoins des professionnels et juger de l'opportunité de les faire participer au Repertour.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 du Conseil de la Métropole approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 du Conseil de la Métropole portant approbation de l'Agenda du Développement Economique Métropolitain ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de Territoire du Pays de Martigues souhaite organiser une ou deux opérations de promotion et d'accueil VIP, dits « Repertours », à destination des repéreur·s, régisseur·s, scénaristes, réalisateur·s, producteurs nationaux d'une durée de 2 à 3 jours chacune au printemps et/ou à l'automne 2022.
- Que l'objectif d'un Repertour est de susciter l'écriture et l'adaptation de films ou de séries en lien avec l'histoire ou les caractéristiques du territoire, mais aussi d'en promouvoir les atouts, les décors pour attirer des tournages et faire rayonner son image.
- Que les dépenses engagées à ce titre concerneront les frais réels de voyage et de séjour des personnalités invitées (train ou avion, hôtellerie, restauration, transport en taxi ou location de véhicule de tourisme, visite en bateau). Le montant variera en fonction du nombre d'invités (6 à 8) et du nombre de nuitées (1 à 2) et des partenariats engagés pour organiser les opérations. Il sera d'un maximum 6 000 euros.
- Que les professionnels participant au Repertour seront sélectionnés au niveau national parmi ceux qui auront notamment manifesté leur intérêt à venir écrire et tourner sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et plus particulièrement en Pays de Martigues. Ils auront soit engagé une démarche auprès de la Mission Cinéma et Audiovisuel, soit été recommandés par des professionnels du réseau qui participent activement au développement de la filière sur le territoire.

Emet un avis favorable sur l'approbation de l'organisation d'un « Repertour » au printemps et/ou d'un autre à l'automne 2022, dans l'objectif d'une part de faire connaître le territoire métropolitain en tant que « Terre de

création et de tournage » et d'autre part d'assurer la promotion de la filière cinéma et audiovisuel au niveau national.

Emet un avis favorable sur l'autorisation de la prise en charge des frais réels de voyage et de séjour des personnalités invitées (train ou avion, hôtellerie, restauration, transport en taxi ou location de véhicule de tourisme, visite en bateau). Le montant variera en fonction du nombre d'invités (6 à 8) et du nombre de nuitées (1 à 2) et des partenariats engagés pour organiser les opérations avec un maximum 6 000 euros.

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'Etat spécial du territoire du Pays de Martigues 2022, en section fonctionnement 62, nature 6185, sous politique B370.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITE

Transition écologique et énergétique, cycle de l'eau, mer et littoral

12. Avis n°2021-066-Budget annexe de l'assainissement Pays de Martigues Approbation de la création et l'affectation de l'opération d'investissement « travaux poste de refoulement »

Rapporteur : M. Laurent BELSOLA

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de l'amélioration du fonctionnement du réseau d'assainissement collectif du territoire du Pays de Martigues et conformément au programme pluriannuel d'investissement issu du schéma directeur, il est proposé de créer et d'affecter une opération permettant de financer des travaux liés aux postes de refoulement situés sur les communes du territoire du Pays de Martigues.

L'opération d'investissement 2022600400 « travaux postes de refoulement » pour un montant de 800 000 euros HT, inscrite au budget annexe de l'assainissement et enregistrée dans l'autorisation de programme AP 216110AS du programme 12 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation de l'opération d'investissement pour un montant de 800 000 euros HT afin de permettre sa réalisation,
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents;

Emet un avis favorable sur l'approbation de la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2022600300 « travaux postes de refoulement » nécessaires au fonctionnement du service assainissement, pour un montant de 800 000 euros HT, rattaché au programme 12 code AP 216110AS.

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget annexe de l'assainissement du Pays de Martigues selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée et établi comme suit :

CP 2022 : 185 000 euros H.T.
CP 2023 : 200 000 euros H.T.
CP 2024 : 200 000 euros H.T.
CP 2025 et suivants : 215 000 euros H.T.

Emet un avis favorable sur l'autorisation de solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITE

13. Avis n°2021-067-Budget annexe de l'assainissement Pays de Martigues – Approbation de la création et l'affectation de l'opération d'investissement « travaux de chemisage et fumigation »

Rapporteur : M. Laurent BELSOLA

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de l'amélioration du fonctionnement du réseau d'assainissement collectif du territoire du Pays de Martigues et conformément au programme pluriannuel d'investissement issu du schéma directeur, il est proposé de créer et d'affecter une opération permettant de financer des travaux de chemisage et de fumigation du réseau d'assainissement collectif sur les communes du territoire du Pays de Martigues.

L'opération d'investissement 2022600300 « travaux de chemisage et fumigation » pour un montant de 2 640 000 euros HT, inscrite au budget annexe de l'assainissement et enregistrée dans l'autorisation de programme AP 216110AS du programme 12 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation de l'opération d'investissement pour un montant de 2 640 000 euros HT afin de permettre sa réalisation,
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés

d'actualiser les crédits de paiement y afférents;

Emet un avis favorable sur l'approbation de la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2022600300 « travaux de chemisage et fumigation » nécessaires au fonctionnement du service assainissement, pour un montant de 2 640 000 euros HT, rattaché au programme 12 code AP 216110AS.

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget annexe de l'assainissement du Pays de Martigues selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

CP 2022 : 483 000 euros H.T.
CP 2023 : 660 000 euros H.T.
CP 2024 : 660 000 euros H.T.
CP 2025 et suivants : 837 000 euros H.T.

Emet un avis favorable sur l'autorisation de solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

14. Avis n°2021-068-Approbation des tarifs de la régie de l'eau et de l'assainissement du Pays de Martigues Année 2022

Rapporteur : M. Gaby CHARROUX

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les Services d'eau et d'assainissement desservant les villes de Martigues, Port-de-Bouc et Saint -Mitre-les-Remparts sont exploités sous la forme d'une régie publique avec autonomie financière et sans personnalité morale.

A ce titre, et comme chaque année, il convient de fixer les tarifs des différentes prestations proposées par la Régie des Eaux et Assainissement du Conseil de Territoire du Pays de Martigues.

Concernant la fourniture de l'eau potable, les tarifs comprennent une redevance d'abonnement par logement desservi calculée

en fonction du nombre de jours exacts d'abonnement. La facturation est semestrielle avec une tarification progressive sur trois tranches et calculée sur les volumes consommés.

Pour le traitement des eaux usées les tarifs assainissement se décomposent en deux parties :

- L'assainissement collectif qui fonctionne sur les mêmes bases que l'eau potable ;
- L'assainissement non-collectif pour lequel chaque abonné utilisateur doit acquitter une redevance de contrôle.

Certains tarifs peuvent être différenciés en fonction du type d'usager : domestique, administration ou industriel.

A ces tarifs s'ajoute le montant des taxes instaurées par l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse

La régie des eaux et d'assainissement du Pays de Martigues propose également à ses abonnés divers services pour lesquels il convient de fixer les tarifs pour l'année 2022 :

- Prestations de services diverses (vidanges de fosses, interventions sur réseaux privés, travaux de branchements, ...)
- Participations dues pour l'extension des réseaux publics de distribution,
- Vente de compteurs et matériels de branchement,
- Redevances de diagnostic et de contrôle pour l'assainissement public non collectif.

Le détail de ces prestations est listé dans le bordereau de prix établi par la Régie des eaux et assainissement du Pays de Martigues.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- L'instruction budgétaire et comptable M49 relative aux services

publics d'assainissement et de distribution d'eau potable ;

- La circulaire interministérielle n°86.332 du 17 novembre 1986 en matière de libéralisation des tarifs publics locaux à compter du 1er janvier 1987

- L'article 13, paragraphe II de la loi sur l'eau n°92.3 du 3 janvier 1992 précisant que toute facture doit comprendre un montant calculé en fonction de volume réellement consommé par l'abonné et pourra en outre comprendre un montant calculé indépendamment de ce volume, compte tenu des charges fixes du service ;

- Les délibérations n°2005-136 et 2005-137 du Conseil Communautaire de l'ex Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues du 15 décembre 2005 instaurant la création d'un Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC), ainsi que la mise en place d'une redevance de contrôle - conception et d'une redevance de fonctionnement ;

- La délibération n°2012-079 du Conseil Communautaire de l'ex-Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues du 31 mai 2012 instituant la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC) en remplacement de la Participation pour Raccordement à l'Egoût (PRE) ;

- L'avis favorable du Conseil d'Exploitation de la Régie des Eaux et Assainissement du

Territoire du Pays de Martigues, le 7 décembre 2021 ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant•

- Que pour assurer la continuité du service public et le financement des investissements nécessaires aux services de l'eau et de l'assainissement, il convient d'approuver les tarifs pour l'année 2021.
- Qu'il convient d'approuver les tarifs de la Régie de l'eau et de l'assainissement pour le Conseil de Territoire du Pays de Martigues pour l'année 2022.

Emet un avis favorable sur l'approbation des tarifs de l'eau et de l'assainissement en vigueur sur toutes les communes du périmètre du Conseil de Territoire du Pays de Martigues pour l'année 2021, soit :

- une augmentation de 2 % sur l'eau potable,
- une augmentation de 7 % sur l'assainissement

. Les recettes seront constatées sur les Budgets Annexes de l'Eau et de l'Assainissement du Territoire du Pays de Martigues en section d'exploitation au chapitre 70 :

- Pour le budget eau : natures 70111 - 701241 - 704 - 7068 - 7088
- Pour le budget assainissement : natures 704 - 70611 - 706121 - 7062 - 7068 - 7088

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

15. Avis n°2021-069-Approbation des tarifs pour l'année 2022 du centre de traitement des déchets du Vallon du Fou sur le Conseil de Territoire du Pays de Martigues

Rapporteur : M. Gaby CHARROUX

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le centre de traitement des déchets du Vallon du Fou reçoit des déchets provenant des sociétés situées sur le territoire du Pays de Martigues. Il convient de définir les tarifs applicables, à compter du 1^{er} janvier en 2022, pour les mises en dépôts dans ce centre de traitement, à savoir :

Déchets inertes de démolition du bâtiment : 12.50 euros H.T.

Déchets inertes de terrassement ne contenant pas de substance dangereuse : 12.50 euros H.T.

Déchets inertes provenant de la déconstruction des routes et ne contenant pas de produit dangereux (goudron, amiante) : 12.50 euros H.T.

Déchets de démolition du bâtiment ultimes, non inertes et ne contenant pas de substance dangereuse : 81.00 euros H.T.

Déchets verts non compostables : 95.00 euros H.T.

Compost déclassé : 95.00 euros H.T.

Déchets de dégrillage : 95.00 euros H.T.

Déchets de dessablage : 95.00 euros H.T.

Boues provenant du traitement des eaux usées urbaines : 95.00 euros H.T.

Mélanges de graisse et d'huile provenant de la séparation huile/eaux usées contenant seulement des huiles et graisses alimentaires : 95.00 euros H.T.

Déchets solides de première filtration et de dégrillage : 95.00 euros H.T.

Boues de clarification de l'eau : 95.00 euros H.T.

Charbon actif usé : 95.00 euros H.T.

Refus de tri, DIB ultimes ne contenant pas de substance dangereuse : 114.00 euros H.T.

Déchets inertes provenant des collectivités : 12.50 euros H.T.

Déchets municipaux en mélange entrant dans le périmètre de l'Arrêté Préfectoral d'exploitation (provenance Métropole-Aix-Marseille-Provence) : 114.00 euros H.T.

Déchets municipaux en mélange entrant dans le périmètre de l'Arrêté Préfectoral d'exploitation (provenance hors Métropole-Aix-Marseille-Provence) sur demande exceptionnelle des services de l'Etat : 187.50 euros H.T.

Déchets municipaux en mélange (hors périmètre de l'arrêté préfectoral d'exploitation), sur demande exceptionnelle des services de l'Etat : 250.00 euros H.T.

Déchets de nettoyage des rues : 100.00 euros H.T.

Déchets provenant du nettoyage des égouts : 100.00 euros H.T.

Déchets encombrants ultimes en provenance des collectes en porte-à-porte ou des déchèteries : 100.00 euros H.T.

Déchets municipaux non spécifiés ailleurs : 100.00 euros H.T.

Déchets verts compostables : 25.00 euros

Il est précisé que ces tarifs, qui sont des tarifs à la tonne, n'incluent pas la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP) venant en sus, sauf en ce qui concerne les déchets verts compostables.

Par ailleurs, la plateforme de compostage des déchets verts produit un compost vert normé NFU 44-095 dont le stock disponible peut être vendu aux sociétés, à savoir :

Compost vert : 20 euros la tonne.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que pour assurer la continuité du service public et le financement des

investissements, il convient d'approuver les tarifs du centre de traitement des déchets du Vallon du Fou pour l'année 2022.

Emet un avis favorable sur l'approbation des tarifs applicables en 2022 sur le centre de traitement des déchets du Vallon du Fou sur le Conseil de territoire du Pays de Martigues, tels qu'ils figurent ci-dessus et tels que rappelés en annexe.

Les recettes seront constatées sur le budget annexe Collecte et Traitement des Déchets métropolitain - Fonction 7213 – article 70388.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

16. Avis n°2021-070-Approbation de la création et de l'affectation de l'opération " Réalisation d'un centre de tri des collectes sélectives métropolitain "

Rapporteur : M. Gaby CHARROUX

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'extension des consignes de tri des plastiques nécessite d'adapter les centres de tri par des modifications couteuses qui vont d'une part réduire le nombre d'installations en capacité d'extraire ces nouveaux matériaux et d'autre part induire une augmentation des coûts de la prestation.

Les six territoires de la Métropole produisent désormais un gisement de collecte sélective largement suffisant pour justifier un centre de tri dédié à ses seules collectes. Aussi, il apparaît opportun que la Métropole se dote d'un tel outil, pour maîtriser à long terme le fonctionnement et les coûts de la prestation.

Lors de sa séance du 7 octobre 2021, le Conseil de Métropole a approuvé par délibération TCM 018-10586/21/CM les modalités de réalisation des centres de tri de collecte sélective métropolitains,

Pour pouvoir financer la réalisation sur le plateau de l'Arbois d'un premier centre de tri, d'une capacité de 58 000 tonnes, dans le cadre d'un marché global de performances, il est donc proposé d'approuver la création et l'affectation de l'opération n°2022100800 " Réalisation d'un centre de tri des collectes sélectives métropolitain », d'un montant de 50.000.000 euros TTC sur l'AP 221160CO.

Cette opération intègre les coûts d'études (assistance à maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, conception architecturale, dossier de permis de construire, dossiers d'autorisations

environnementales, ...) ainsi que la réalisation du bâtiment et des VRD, du process de tri, des équipements électriques et de sécurité incendie.

S'agissant d'un équipement métropolitain, il convient également de définir les modalités de participation des conseils de territoires à la réalisation de ce centre de tri de collecte sélective métropolitain en appliquant la clé de répartition définie en fonction de la population des territoires (CT1 : 56%, CT2 : 21%, CT3 : 8%, CT4 : 6%, CT5 : 5%, CT6 : 4%).

Des demandes de subventions seront faites auprès de divers organismes comme l'ADEME, la Région ou CITEO, cette liste n'étant pas exhaustive.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération TCM 018-10586/21/CM du 7 Octobre 2021 approuvant des modalités de réalisation de centres de tri de collecte sélective métropolitains ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant 50.000.000 euros TTC de l'opération d'investissement "réalisation d'un centre de tri des collectes sélectives métropolitain";
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Emet un avis favorable sur l'approbation de la création et l'affectation de l'opération

d'investissement n° 2022100800 « réalisation d'un centre de tri des collectes sélectives métropolitain », d'un montant de 50.000.000 euros TTC rattachée au programme 16 code AP 221160CO.

Emet un avis favorable sur l'approbation des modalités de participation des conseils de territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux frais de réalisation du centre de tri métropolitain. La clé de répartition est définie en fonction de la population des territoires (CT1 : 56%, CT2 : 21%, CT3 : 8%, CT4 : 6%, CT5 : 5%, CT6 : 4%).

Emet un avis favorable sur l'autorisation à solliciter des aides financières de l'Union Européenne, de l'Etat, du Conseil Régional Sud Provence Alpes Côte-d'Azur, du Conseil Départemental des Bouches du Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, CITEO ainsi qu'auprès tout autres organismes susceptibles d'apporter sa contribution.

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Annexe « Collecte et traitement des déchets » 2022 et suivants, opération 2022100800.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

- 2022 : 150 000 euros TTC
- 2023 : 3 000 000 euros TTC
- 2024 : 18 000 000 euros TTC
- 2025 : 23 000 000 euros TTC
- 2026 : 5 850 000 euros TTC

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ

III Informations

Informations diverses du Président du Conseil de Territoire aux conseillers territoriaux

Information de la Métropole

Rapport inscrit à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole du
16 Décembre 2021 pour information

Organisation de la compétence GEMAPI sur le territoire métropolitain
